

# ***l'Anti*capitaliste**

n°521 | 7 mai 2020 – 1,50€

l'hebdomadaire du NPA ~ [www.NPA2009.org](http://www.NPA2009.org)

**UN « DÉCONFINEMENT » AU SERVICE DU PATRONAT**



**PRIORITÉ À LA SANTÉ,  
PAS AUX PROFITS**

## **Dossier**

**DÉCONFINEMENT:  
TOUT POUR LES PROFITS,  
RIEN POUR LA SANTÉ!**

Pages 6 et 7

## **ÉDITO**

Masques: «Toute guerre  
a ses profiteurs» Page 2

## **PREMIER PLAN**

Face aux provocations de  
Macron, les travailleurEs  
repreignent leur 1<sup>er</sup> Mai

Page 3



## **ACTU INTERNATIONALE**

L'Allemagne, un modèle de  
déconfinement? Page 4

## **LIBRE EXPRESSION**

Entretien avec Matthieu Guillemot,  
restaurateur et ancien conseiller  
municipal à Carhaix (Finistère)

Page 12





édito

Par MANU BICHINDARITZ

## Masques : « Toute guerre a ses profiteurs »

Des masques disponibles par millions, par dizaines de millions, par centaines de millions ? Oui, mais dans les rayons de supermarchés ! Carrefour, Intermarché, Leclerc ou Lidl... n'en jetez plus : depuis lundi, l'essentiel des grandes enseignes ont mis en vente des masques chirurgicaux ou en tissu pour se protéger contre le coronavirus. Entre un et trois euros suivant la qualité, les supermarchés se voient donc inondés des précieux masques qui ont pourtant tant fait défaut dans les établissements hospitaliers et les Ehpad, ou même dans les rayons des pharmacies encore aujourd'hui.

C'est une véritable mise en accusation de tout un système qui fait passer le marché, les profits de la grande distribution, avant les exigences de santé publique. Selon le PDG de Carrefour, l'enseigne aurait même « sécurisé » 225 millions de masques pour ces prochaines semaines... Des chiffres sidérants après des semaines de pénurie, tandis que gouvernement et grande distribution assurent à qui veut les croire qu'il n'y a eu aucun « stock caché »...

Pour que le business puisse continuer, les capitalistes du commerce, tout comme les autres, peuvent donc compter sur un VRP de poids, le gouvernement ! Samedi dernier, c'est le ministre de la Santé lui-même qui est monté en « première ligne » : « La grande distribution a annoncé non pas des stocks de masques, mais des commandes de masques », a défendu Véran dans un bien piètre plaidoyer contredit pourtant par les faits. Une défense scandaleuse qui a aussi pour but d'exonérer le pouvoir de ses propres responsabilités, lui qui, après bien d'autres gouvernements, a organisé la pénurie et refuse aujourd'hui d'organiser une distribution gratuite de masse, au contraire de ce qui se fait pourtant dans d'autres pays européens...

« Toute guerre a ses profiteurs », écrivent les présidents des ordres professionnels de la santé dans leur lettre ouverte intitulée « Les masques tombent », demandant : « Où étaient ces masques quand nos médecins, nos infirmiers, nos pharmaciens, nos chirurgiens-dentistes, nos masseurs-kinésithérapeutes, nos pédicures-podologues, nos sages-femmes mais aussi tous nos personnels en prise directe avec la maladie tremblaient et tombaient chaque matin ? Comment nos patients (...) vont-ils comprendre que ce qui n'existait pas hier tombe à profusion aujourd'hui ? »

« Aujourd'hui, la consternation s'allie au dégoût », la haine aussi, contre tout un système, le capitalisme, cette machine à fric totalement démasquée dans cette crise sanitaire.

## BIEN DIT

Quand Emmanuel Macron se souvient soudain que le 1<sup>er</sup> Mai est jour de fête internationale des travailleurs, nous nous souvenons tous du 1<sup>er</sup> mai 2018 – les violences de son protégé Alexandre Benalla contre des manifestants – et du 1<sup>er</sup> mai 2019 – les manifestants réfugiés devant l'hôpital de la Pitit sous un déluge de gaz lacrymogènes, puis calomniés par un mensonge ministériel.

EDWY PENEL, Mediapart, 4 mai 2020.

# À la Une

UN « DÉCONFINEMENT » AU SERVICE DU PATRONAT

## Priorité à la santé, pas aux profits

Le Sénat n'a pas voté le plan de déconfinement du gouvernement alors que, jusqu'ici, les sénateurs LR l'avaient suivi sans sourciller. C'est un des indices des difficultés politiques considérables auxquelles fait face le gouvernement.

Les sénateurs sont en partie le porte-voix des élus locaux, qui refusent d'assumer les responsabilités que le pouvoir veut leur mettre sur le dos. Les récents sondages montrent une chute (entre 6 et 8 points) de la confiance accordée au gouvernement dans la lutte contre le coronavirus. Et, autour de nous, on entend de multiples critiques contre les mesures prises par le pouvoir et son incapacité à résoudre la crise.

### Mensonges et manquements

Au premier plan, il y a le scandale des masques. Après avoir prétendu que ceux-ci étaient inutiles ou que la population ne saurait pas les utiliser, le gouvernement veut maintenant les rendre obligatoires sous peine d'amende... alors qu'ils sont indisponibles ou chers ! Et ce n'est là qu'un des multiples mensonges qu'il a répandus, en particulier sur la préparation du pays à l'épidémie, la disponibilité des tests... Plus récemment, Édouard Philippe a prétendu que la France n'avait pas choisi entre les malades, alors que des hôpitaux ont dû « choisir » de ne pas soigner, ou de façon minimale, les plus âgés, dont une partie meurt en silence dans les EHPAD. Ces mensonges et manquements, ainsi que les difficultés politiques qui en découlent, n'empêchent pas le gouvernement d'entreprendre son « déconfinement » à marche forcée. Les effets sont déjà visibles, avec plus de monde dans les rues, les transports en commun qui commencent à être saturés, les pressions dans différents secteurs professionnels pour la reprise du travail. Les effets vont s'étaler sur plusieurs semaines, notamment au gré des conditions de la reprise de l'école. Le droit de se déplacer devrait être rétabli le 11 mai, mais il



sera limité à 100 km et souvent sous condition de porter un masque, voire, pire que tout, d'avoir l'autorisation de son employeur !

### Le patronat dicte ses choix

Il n'y a pas de « jour d'après ». Le gouvernement travaille à une transition lente entre le confinement actuel, qui coûte trop cher au patronat, et un état d'urgence sanitaire réorganisant le fonctionnement de la société selon les désirs de celui-ci. La peur de l'explosion sociale a contraint le pouvoir à mettre en place une série de mesures-tampons : prolongation des prestations sociales et de la trêve hivernale, places en hébergements d'urgence, aides financières aux bénéficiaires du RSA et d'allocations logement, aux jeunes précaires, etc. Mais ces aides, qui représentent quelques dizaines de millions d'euros alors que le gouvernement débloque, en comparaison, 110 milliards pour « soutenir l'économie », ne suffiront pas à amortir les effets dévastateurs de la crise économique et sociale. C'est même le contraire car, si le gouvernement a reporté les réformes des retraites et de l'assurance

chômage, une série d'attaques contre les salariéEs sont en route : augmentation du temps de travail, jours de congé volés, réorganisation du travail (pause méridienne à La Poste, télétravail, augmentation de la productivité, passages en 2x8 sous prétexte de limiter les contacts entre salariéEs...). Tout cela alors que des millions de personnes se retrouvent au chômage<sup>1</sup> (déjà 7 % d'augmentation selon les chiffres officiels pour le mois de mars) et que le PDG de la SNCF parle « d'ajuster le niveau d'emploi ». Le 26 novembre, le PDG du CNRS, Antoine Petit, souhaitait une « loi darwinienne » pour la recherche. La politique du gouvernement généralise la concurrence entre toutEs et la débrouille : à l'école, pour organiser l'accueil, pour la garde des enfants par leurs parents, pour s'organiser par rapport au travail, pour avoir des masques chirurgicaux – vendus 7 centimes en février et maintenant plafonnés à 95 centimes – et bien sûr dans ses rapports à son employeur.

### Accélérer le retour de nos possibilités d'action

Ce darwinisme est combiné à une suspension des droits

démocratiques. Le droit de manifester est suspendu, le droit de réunion également. La durée de la détention provisoire a été prolongée. Sous le prétexte de lutter contre l'épidémie, alors que bien sûr il est beaucoup moins dangereux de manifester, à un mètre d'écart et avec des masques, que de prendre les transports en commun pour aller travailler, et moins risqué de se rendre en réunion en respectant les gestes barrières que d'aller travailler à plusieurs centaines dans une usine. Le 11 mai doit donc être perçu non pas comme le signal d'un déconfinement qui ferait vivre tout le monde « avec le virus », avec des protections et une organisation sociale qui limiterait les risques, mais comme le signal du déclenchement d'une réorganisation sociale dans tous les domaines. Le gouvernement et le patronat sont à la recherche de ce bouleversement depuis plusieurs années, avec la loi travail, les attaques contre la protection sociale et bien d'autres mesures. La crise économique et la concurrence internationale accélèrent la nécessité de cette offensive contre la classe laborieuse. À nous, en multipliant les réunions d'informations syndicales, les assemblées générales, le retour aussi rapide que possible des manifestations physiques, d'accélérer le retour de nos possibilités d'action. Nous sommes déjà dans le « jour d'après », notre avenir dépend de notre capacité à y faire face.

### Antoine Larache

1 – « 49 % des entreprises n'ont pas renouvelé les CDD qui étaient en fin de contrat. Et les entrées au chômage pour fin de mission d'intérim ont augmenté de 151 % ». Source : <https://www.franceculture.fr/emissions/le-billet-economique/augmentation-exceptionnelle-du-chomage-la-premiere-vague>

# Un monde à changer

## L'ARME DE LA CRITIQUE NE SAURAIT REMPLACER LA CRITIQUE DES ARMES

L'ampleur de la catastrophe sanitaire et de la crise économique est telle qu'elles ont relancé l'espoir d'un changement majeur des politiques à l'échelle mondiale. Les textes et pétitions diverses sur « le jour d'après » fleurissent, mêlant parfois ce qui est juste (« Ça ne peut plus durer ») à ce qui relève du vœu pieux (« Ça ne va pas durer »). Les dépenses et crédits à guichet ouvert des différents États capitalistes, les torrents de liquidités déversés par les banques centrales donnent l'illusion que c'en est fini des dogmes néolibéraux sur l'équilibre budgétaire et le non-financement des États par les banques centrales. Il est exact qu'en période de crise, des idées auparavant exclues des sempiternels débats d'« experts » à la radio et à la télévision y trouvent désormais une (petite) place. Divers idéologues et plumitifs du néolibéralisme s'en alarment d'ailleurs et ne cessent de répéter qu'il faudra au plus vite « revenir à la raison » et rassurer les marchés. Qu'ils se rassurent. Les gouvernements veillent au grain et, si des changements se produisent, comme une certaine augmentation des dépenses de santé, ils ne seront pas contradictoires avec les intérêts des géants de la pharmacie.

Il est certes positif et nécessaire de réfléchir à d'autres logiques économiques et sociales en rupture avec le néolibéralisme, mais l'extinction de la logique du profit ne sera pas déterminée par un combat idéologique mené à coups de textes, si connus voire prestigieux qu'en soient les signataires. Comme l'écrit Gilbert Achcar : « L'issue de la crise économique actuelle liée à la pandémie sera [...] déterminée dans chaque pays par les rapports de forces sociaux locaux, dans le contexte des rapports de forces à l'échelle mondiale. »<sup>1</sup> Il faut mener ce que le dirigeant communiste italien Antonio Gramsci appelait une « guerre de position » pour faire progresser la crédibilité d'une alternative écosocialiste, mais cette guerre n'est pas pure production d'idées. Elle implique la participation aux luttes quotidiennes et la construction d'une force matérielle : « L'arme de la critique ne saurait remplacer la critique des armes ; la force matérielle ne peut être abattue que par la force matérielle ; mais la théorie se change, elle aussi, en force matérielle, dès qu'elle pénètre les masses. »<sup>2</sup>

1 – Gilbert Achcar, « Auto-extinction du néolibéralisme ? N'y comptez point », 30 avril 2020 : <https://alencontre.org/economie/auto-extinction-du-neoliberalisme-ny-comptez-point.html>  
2 – Karl Marx, Contribution à la critique de la philosophie du droit de Hegel (1843) : <https://www.marxists.org/francais/marx/works/1843/00/km18430000.htm>

## 1<sup>ER</sup> MAI Face aux provocations de Macron, les travailleurEs reprennent leur 1<sup>er</sup> Mai

La journée avait mal commencé, avec la vidéo insupportable de Macron, mais les actions ont finalement été importantes en ce 1<sup>er</sup> Mai exceptionnel de confinement policier.

Macron a démarré la journée par une provocation : il a fait semblant d'être solidaire avec les travailleurs et travailleuses, qui fêtent le 1<sup>er</sup> Mai, alors que depuis des années son gouvernement s'attaque à nos droits et que les manifestations des deux dernières années avaient été marquées par une très forte répression policière. Mais la vidéo était surtout marquée par son incroyable mépris de la lutte de classe puisqu'il y parlait de ces 1<sup>er</sup> Mai « joyeux et chamailleurEs », comme si les travailleurEs qui luttent pour leurs droits faisaient des caprices d'enfants.



### Répression sous confinement

Cette provocation verbale est d'autant plus inacceptable qu'elle s'est accompagnée de provocations physiques dans les rues. À Montreuil, des dizaines de cars de police, des voltagiers, ont nassé la brigade de solidarité populaire qui distribuait de la nourriture gratuitement. Les brigadistes ont écopé d'une amende de 135 euros, comme ceux qui venaient chercher quelques fruits et légumes pour adoucir leur misère. Les manifestantEs

venant des quartiers, avec slogans et banderoles, ont été contrôlés par la police. À Paris 20<sup>e</sup>, des dizaines de policiers ont refoulé les dizaines de personnes qui ont voulu se rendre à la manifestation et, dans le 18<sup>e</sup> arrondissement, les policiers ont là aussi encerclé et verbalisé les manifestantEs. Cette répression n'a pas empêché les gens de se rassembler et de manifester, comme à Grenoble, à Marseille, à

### Dans la rue, sur les balcons, sur les réseaux sociaux

À l'heure où Macron et Blanquer exigent le retour à l'école et au travail sans protection sérieuse, au mépris des dangers qui peuvent exister dans la promiscuité des ateliers et des classes, l'État réprime des rassemblements tranquilles, où les manifestantEs se tiennent à un mètre de distance les unEs des autres, avec masques et gants. Quelle hypocrisie !

Au-delà des rassemblements et des manifestations, ce sont des milliers de personnes, partout en France, qui ont montré leur colère contre Macron et son gouvernement à l'aide de banderoles accrochées aux fenêtres et aux balcons, de slogans et de chants scandés tout au long de la journée : « On est là », « Du fric pour l'hôpital public », « Macronavirus, à quand la fin ? » (en référence à ces jeunes de Toulouse qui subissent une répression pour une banderole accrochée devant leur domicile). La contestation était aussi visible en ligne, avec de nombreux messages et de nombreuses vidéos postées sur les réseaux sociaux, pour faire entendre le refus de la politique gouvernementale, dangereuse et antisociale. Des dates de mobilisation commencent à se discuter, que ce soit le 11 mai ou le 14 mai, avec des mobilisations contre la reprise du travail autoritaire et sans protection. Dans les lieux de travail, dans les quartiers populaires, c'est l'occasion de préparer une riposte qui se fasse entendre dans la rue afin de défendre nos revendications. L'enjeu est de taille : si nous ne réagissons pas, le risque est que le monde voulu par Macron devienne une réalité.

Mimosa Effe

## Le chiffre 25 milliards

C'est, en dollars, l'augmentation de la fortune de Jeff Bezos, patron d'Amazon, depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2020. Et il n'est pas le seul à tirer profit de la crise du coronavirus : entre le 18 mars et le 10 avril 2020, la richesse des milliardaires étatsuniens a augmenté de 282 milliards de dollars, soit un gain de près de 10 %.



À SUIVRE SUR  
[www.npa2009.org](http://www.npa2009.org)

SUR FACEBOOK

@anticapitaliste.presse

SUR TWITTER

@Lanticapitalis1

SUR INSTAGRAM

@l\_anticapitaliste

## NO COMMENT

Je me donne le droit de douter, de tout remettre en cause. Le réchauffement climatique, à titre personnel, je ne le vois pas. Mon métier, c'est d'être lucide.

DIDIER RAOULT, l'Obs, 30 avril 2020.

## LOGEMENT

# L'exonération des loyers doit être décrétée maintenant

La crise sanitaire qui impose le confinement vient percuter les familles qui sont déjà en situation précaire, tant sur le plan des revenus que sur celui des dépenses.

Si quelques-unEs des habitantsEs des quartiers populaires ont pu faire du télétravail, beaucoup ont des activités qui ne peuvent être exécutées chez soi. Les entreprises ont eu recours au chômage partiel, ce qui entraîne une perte de revenus de l'ordre en moyenne de 150 à 200 euros mensuels par salariéE (en fonction du niveau de rémunération). Et il y a toutes celles et ceux qui n'ont même pas pu en bénéficier.

### Équilibre précaire remis en cause

Pour les CDD, les intérimaires, les temps partiels, les auto-entrepreneurs, les petits boulots... c'est bien souvent zéro revenu sur le mois d'avril, alors même que les dépenses sont globalement parties à la hausse. Pas de cantine ou de restaurant d'entreprise, et davantage de repas à la maison avec plus de monde à nourrir. L'équilibre précaire qui existait auparavant est remis en

cause. Impossible de faire les fins de marché, les promos des grandes surfaces, impossible de se débrouiller comme on le faisait avant, en comptant sur les unEs et les autres, a fortiori quand les prix des denrées alimentaires, qu'on achète en plus grande quantité, augmentent. Quand il n'y a plus de ressources dans le ménage et que la préoccupation première devient la quête de nourriture, il devient évident qu'il n'est plus possible de payer son loyer.

### Les bailleurs font bloc

Cette revendication a pris de l'ampleur dans les quartiers populaires, notamment dans le 93<sup>e</sup> arr, avant même le coronavirus, la situation des locataires y était critique. Des pétitions se sont multipliées pour demander la suppression des loyers durant le confinement, des appels



PHOTO THÉRIE ROUGE / JMB

départementaux d'associations de locataires (Isère, Seine-Saint-Denis...) ont demandé la suspension immédiate des loyers. Le DAL a lancé une campagne nationale « Pour un moratoire, nous suspendons nos loyers » qui vise à faire pression sur l'ensemble des opérateurs du

logement pour arracher une décision favorable aux locataires.

Face à cela le gouvernement n'a répondu que par l'allocation exceptionnelle qui sera versée à la mi-mai, bien insuffisante pour faire face aux besoins. Si de rares bailleurs, dans le 93 particulièrement, ont réagi soit en annulant le loyer d'avril (Bobigny), soit en appelant l'État à prendre une décision (Aubervilliers, La Courneuve), pour le moment les principaux bailleurs font bloc. Ils refusent de prendre sur eux le coût de la facture et renvoient sur le gouvernement la décision d'une éventuelle suppression. L'USH (le regroupement des bailleurs publics) s'exprime dans ce sens sur son site tandis que l'ESH (le regroupement des bailleurs privés) ne propose pour le moment qu'un accompagnement renforcé du suivi des locataires en difficultés.

### Double peine pour les locataires ?

Il faut rappeler qu'en 2018 le gouvernement a engagé une « réforme » des APL qui n'a été qu'une simple ponction dans les caisses des bailleurs pour équilibrer le budget de l'État. Ceci a fragilisé les plus petits bailleurs, qui fonctionnent sans réserve de trésorerie et doivent être aidés en permanence pour ne pas faire faillite, tandis que les principaux sont dans un bras de fer avec le gouvernement et n'ont pas l'intention de passer à la caisse une deuxième fois. Reste enfin à savoir quelle sera la réaction des bailleurs, de la justice, des préfetures face aux impayés ? Le gouvernement a prolongé la trêve hivernale jusqu'au 30 mai, mais il est bien évident qu'il faudrait qu'il la prolonge au moins jusqu'au 31 mars 2021. Et Édouard Philippe n'a rien dit sur le logement lors de son discours à l'Assemblée, pas un mot pour rassurer

les locataires sans ressources qui peuvent craindre la double peine de l'expulsion. Ce faisant, il laisse planer la menace. L'exonération des loyers est absolument indispensable pour nombre de ménages. La pression doit s'exercer sur l'ensemble des opérateurs du logement, du plan local jusqu'au niveau national, par les prises de position, les banderoles aux fenêtres, les tracts dans les cités, les manifestations unitaires quand elles peuvent se tenir. Ce n'est pas aux locataires de faire les frais d'une pandémie dont ils ne sont pas responsables et dont ils paient le prix fort.

### JMB

1 – Hélias, pour les locataires, l'OPH de Bobigny est revenu depuis sur l'annonce de suppression des loyers pour le mois d'avril, s'opposant en cela au maire UDI de la ville qui tentait par cette décision d'améliorer sa position pour le deuxième tour des municipales.

## L'Anticapitaliste l'hebdo du NPA

Rédaction :  
0148704227  
redaction@npa2009.org

Diffusion :  
0148704231  
diffusion.presse@npa2009.org

Administration :  
0148704228  
2, rue Richard-Lenoir,  
93108 Montreuil Cedex

Numéro ISSN :  
2269-3696

Commission paritaire :  
0419 P 11508

Société éditrice :  
Nouvelle Société de presse, d'audiovisuel et de communication, SARL au capital de 3500€ (durée 60 ans).

Tirage : 6500 exemplaires

Directeur de publication : Julien Salingue

Secrétaire de rédaction : Julien Salingue

Maquette : Ambre Bragard

Impression : Rotographie, Montreuil-sous-Bois

Tél. : 0148704222 Fax : 0148592328 Mail : rotoimp@wanadoo.fr

IMPRIM'VERT®



## RUSSIE Le retour du cauchemar de la crise des années 1990 ?

Alors que l'épidémie se propageait dans le monde à la vitesse d'un Airbus A 380, Poutine a commencé par le déni : « Le coronavirus est contenu hors des frontières », « Pas de panique, ce n'est qu'une grippe », « Les hôpitaux sont prêts ». Les gouvernements et médias étrangers se sont naturellement relayés pour dénoncer l'imposture de Poutine, et les Russes ne savent plus où donner de la tête.

Comme partout, les infrastructures ne sont pas préparées et les chiffres de victimes du virus seraient truqués. En Russie, leur niveau particulièrement bas interpelle d'autant plus que les morts par « pneumonie » ou « double pneumonie » augmentent curieusement au même moment. Dressé en début d'année, le bilan des infrastructures de santé n'est pas digne de la 11<sup>e</sup> puissance mondiale. Nombre d'hôpitaux ne disposent pas encore de chauffage central ni d'eau chaude. Leur état n'est une surprise pour personne.

### Confinement subi

Fin 2014, les personnels soignants avaient déjà alerté et manifesté contre les réformes dites d'« optimisation » qui se sont traduites par le licenciement de milliers d'infirmierEs et médecins et la fermeture d'hôpitaux. Dans ces conditions, le déni de Poutine ne pouvait plus durer. Photos et vidéos, en boucle sur les réseaux sociaux, à l'appui, les personnels soignants font état d'une réalité autrement plus inquiétante que ce que laissait entendre le discours officiel. Poutine est alors revenu sur ses premières déclarations en reconnaissant certaines pénuries, et a annoncé des primes pour les médecins et les infirmierEs – l'équivalent d'un second salaire. C'est plus que les annonces de Macron, mais cela ne suffira certainement pas à acheter le silence. La colère monte et se généralise ; au total, l'état du frigo inquiète plus que celui des hôpitaux.

En dépit de la situation, Poutine n'hésite pas à transformer un début de cauchemar en rêve. Pas de confinement au départ, mais une semaine fériée. Prolongé d'un mois, le confinement aux frais des patrons a plus inquiété que rassuré. Si la grande majorité des entreprises a joué le jeu la première semaine, il n'était pas question pour les patrons de payer un mois entier. Les salariéEs des petites et moyennes entreprises, qui se sont développées ces dernières années, ont été mis en congé sans solde ou simplement licenciés. Les grosses boîtes ont visiblement obtenu des passe-droits plus ou moins informels et ce ne sont pas leurs salariéEs qui vont les dénoncer. La précarité des travailleurEs les pousse davantage à une alliance avec les petits patrons pour refuser le confinement plutôt qu'à exiger son respect. Le confinement est subi et beaucoup attendent sa fin.

### Vers une multiplication des émeutes de la faim ?

Une partie croissante de la population revit le cauchemar de la crise des années 1990, dont le spectre maintenait jusqu'ici au pouvoir Poutine et sa clique, qui se flattaient de l'en avoir fait sortir. Les premières réactions sont venues des travailleurEs qui ont perdu leur emploi. Récemment, l'Ossétie du Nord a été le théâtre d'émeutes dénonçant le confinement et exigeant la démission du gouvernement local. Les experts pronostiquent une multiplication des émeutes de la faim avant l'été et s'inquiètent de la survie du régime. La faillite des petites et moyennes entreprises va certainement grossir les rangs des mécontents et former des opposantEs d'une autre trempe que les blogueurs et avocats nourris au grain libéral des Occidentaux. Si le scénario émetteur est probable, les salariéEs pourraient néanmoins suivre sur le terrain de la grève. Dernièrement, un millier de salariéEs d'un site de Gazprom en Sibérie, obligés de vivre dans un camp de travail, se sont rassemblés pour dénoncer leurs conditions de vie et de travail imposées par la logique des profits et aggravées par l'épidémie mondiale.

Artem Orlov

## CORONAVIRUS L'Allemagne, un modèle de déconfinement ?

*L'heure est aussi au déconfinement outre-Rhin. L'Allemagne modèle, comme elle l'aurait été du confinement ? Un tour d'horizon de quelques secteurs autorise à mettre des bémols.*

De premières écoles ont rouvert dès la fin avril, tout d'abord dans la Ruhr. Au volontariat pour les élèves de terminale (Bac ou « Abitur » oblige !) mais obligatoire pour les plus jeunes, ne laissant planer aucun doute sur la finalité de l'opération : que les parents soient libérés de la garde de leurs enfants pour retourner au boulot. À partir du 4 mai, le processus s'étend à davantage de régions. Mais profs, élèves et parents sont anxieux quant aux conditions sanitaires, frustrés face à des plans qui changent toutes les semaines et à des injonctions contradictoires de notables nationaux et régionaux – d'où des protestations et quelques rassemblements contre les réouvertures. Deux écoles de la Ruhr, à Duisburg et Dormagen, ont d'ailleurs dû fermer à cause de cas de Covid-19 (ce qui a été médiatisé), tandis que l'Institut principal de virologie constate une hausse (de 0,7 à 1) du taux estimé d'infection depuis les premières mesures de déconfinement.

### Les hôpitaux résisteront-ils à une deuxième vague ?

L'Allemagne compte quatre fois moins de morts que la France (environ 6900 contre 25200 le 4 mai). Un facteur important est le nombre de tests, de trois à quatre fois supérieur en Allemagne. La population a probablement été mieux contrôlée et plus vite soignée. Les hôpitaux n'ont pas été débordés et le confinement, arrivé relativement tôt, a permis de mieux « aplatis » la courbe. Les



DR

capacités en lits en réanimation, avec respirateurs artificiels, ont été trois à quatre fois plus élevées en Allemagne qu'en France. Pourtant, des économies drastiques dans le domaine de la santé ont été faites en Allemagne depuis la réouverture : un quart des lits d'hôpitaux supprimé ; une rentabilisation passée elle aussi par la « tarification à l'acte ». Mais il s'avère qu'un de ces « actes », bien rémunéré, est la respiration artificielle, d'où l'investissement de nombreux hôpitaux dans les respirateurs – dans une Allemagne en pointe pour la production de machines. Les craintes de pénuries ont concerné davantage le personnel soignant, dont les effectifs ont été rognés.

### Les profits d'abord

Comme ailleurs, l'attitude par rapport au déconfinement est ambivalente : il existe à la fois l'envie de sortir de la situation actuelle, économiquement et socialement dure à

12 heures – par un cocktail de décrets, mesures régionales « temporaires » et accords de branche ou d'entreprise, en partenariat avec les syndicats. Et ces dérogations récentes au droit du travail ont trouvé leur application dans le domaine hospitalier, surtout chez les sous-traitants de la logistique, des cantines et du nettoyage... CertainEs seront donc poussés à travailler plus, tandis que d'autres ne retrouveront pas de travail de sitôt. Le pays compte 300 000 nouveaux chômeurEs depuis début mars, et 10 millions de travailleurEs au chômage partiel, avec des salaires largement amputés. À noter que malgré la démagogie anti-migrants des partis traditionnels et de l'AFD (extrême droite), c'est l'union nationale pour déroger à la fermeture des frontières et les ouvrir temporairement aux dizaines de milliers de saisonnierEs (surtout des femmes venues de Pologne et Roumanie) dont le secteur de l'agriculture et de l'agro-alimentaire a besoin, entre autres pour la récolte des asperges. Tâche pénible et payée au lance-pierre, cette année dans un super-confinement quasi esclavagiste.

### Qui va payer ?

La situation est confuse. Il y a eu, comme aux USA, quelques manifestations hebdomadaires anti-confinement, rassemblant des gens pas loin de penser que là-haut chez les puissants, « ils inventeraient, exagéreraient pour faire passer leurs saloperies genre les 60 heures ». L'extrême droite surfe sur ce type de réactions et s'essie à quelques rassemblements, dont un de 1000 personnes à Berlin. Mais l'annonce de nouvelles aides de l'État au patronat (entre autres un plan de sauvetage de 9 milliards pour Lufthansa) suscite la colère et aiguise la conscience qu'il va falloir imposer que les classes populaires ne paient pas cette crise au prix fort.

Dima Rüger

## CORONAVIRUS EN GRÈCE Démasquer le mythe de la « bonne gestion »

*Ces derniers jours, une grande partie de la presse française a tressé de nombreux éloges à Kostas Mitsotakis, le Premier ministre grec, pour sa gestion de l'épidémie en Grèce, où ce dimanche, le nombre de morts n'est « que » de 144, pour un pays de 11 millions d'habitantsEs.*



DR

élaborée par la très réactionnaire ministre de l'Éducation. La journée du 1<sup>er</sup> Mai représentait un enjeu important, alors que le gouvernement voulait la déplacer... le 9 mai. Pas question pour les syndicats et la gauche ! Malgré l'interdiction, plusieurs milliers de manifestantEs se sont rassemblés le 1<sup>er</sup> Mai, à Athènes et à Thessalonique, et sous forme de petits rassemblements ici et là. Un grand succès pour le mouvement social dans les conditions actuelles ! Cela reste à renforcer, et dès cette semaine, des dizaines d'associations environnementales et la gauche anticapitaliste appellent à se rassembler devant le Parlement : un effroyable projet de loi y sera discuté, qui permettrait de supprimer de nombreuses mesures de protection de l'environnement, pour laisser le patronat rapter et le secteur privé polluer en toute impunité virale ! À l'heure où même le KKE (PC), resté fort stalinien, fait désormais campagne sur le mot d'ordre « socialisme ou barbarie », on criera demain très fort : écosocialisme ou barbarie !

### À Athènes, A. Sartzetis

1 – Notre camarade Thodoris Zeis en a expliqué les raisons lors de l'émission L'Anticapitaliste du 22 avril.

36 millions étaient prévus pour des prétendus organismes de formation, dispensée à des employéEs en chômage partiel, mais ces organismes se sont révélés être proches de la droite, et même du ministre du Travail ! La mesure a dû être annulée... Autre exemple : l'importation de Chine de deux lignes de fabrication de masques par deux sociétés proches de la famille Mitsotakis...

### Les masques n'étouffent pas la colère

Face à cela, des mobilisations ont lieu, par exemple contre la réforme

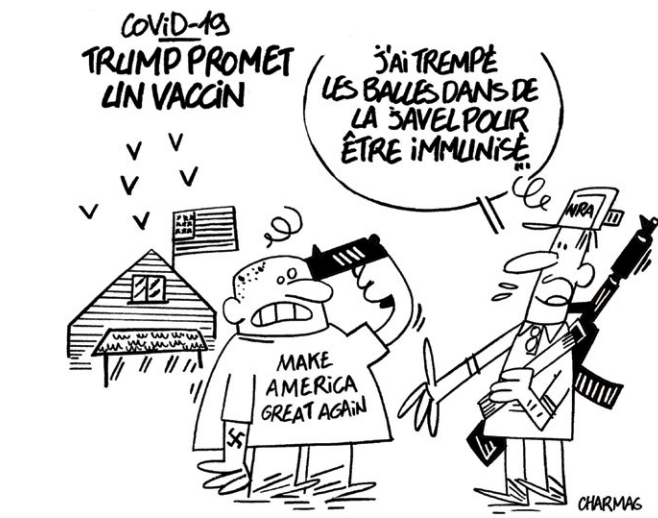
## ÉTATS-UNIS Trump fait passer les profits avant la santé alors que le pays rouvre

*Donald Trump a annoncé un plan en trois phases pour la réouverture du pays, alors que de nombreux experts médicaux ont exprimé des doutes et que 81 % des AméricainEs pensent que nous ne devrions pas rouvrir avant de pouvoir le faire en toute sécurité. En plaçant les profits avant les gens, Trump met tout le pays en danger.*

À u 3 mai, on comptait aux États-Unis plus de 1,1 million de cas de Covid-19 et 66 445 morts. Combien en aurons-nous de plus dans un mois avec cette dangereuse réouverture ? Trump a, par exemple, ordonné l'ouverture d'usines d'emballage de viande, où il y a eu jusqu'à présent 5 000 cas et 20 décès. Cela signifiera sûrement plus de morts. Dans la première phase du plan Trump, les États affichant une tendance à la baisse du nombre de cas sur deux semaines peuvent autoriser la réouverture de nombreuses entreprises, cinémas, lieux de culte, salles de sport et gymnases si une stricte distanciation physique est observée. Dix-huit gouverneurs d'État ont annoncé une réouverture partielle, même si certains de ces États, comme la Géorgie, le Tennessee et le Colorado, ne montrent pas de tendance claire à la baisse du nombre des cas. Six autres États pourraient également rouvrir prochainement. Certains experts de la santé estiment qu'il n'y a toujours pas suffisamment de tests et de recherche de contacts, et ils craignent que la réouverture ne conduise à une deuxième vague de contagion.

### L'extrême droite manifeste avec des armes

Des groupes d'extrême droite ont organisé des manifestations de protestation contre le confinement dans environ la moitié des États, certains arborant des croix gammées et des drapeaux confédérés (le drapeau du



CHARRAS

Sud esclavagiste d'avant la guerre civile) et portant souvent des armes à feu de grande puissance. Dans le Michigan, où la gouverneure Gretchen Whitmer a refusé de rouvrir l'État, un « rassemblement de patriotes américains » a attiré plusieurs centaines de manifestantEs, dont certains lourdement armés, qui ont envahi le parlement de l'État. Les manifestants proclament que le gouvernement les a « asservis » en les forçant à rester chez eux et en les empêchant de travailler.

Trump a encouragé les manifestants de droite en tweetant son soutien à la « libération » de divers États, a qualifié ces manifestants de « très bonnes personnes », réitérant les mots qu'il avait utilisés au moment des manifestations de Charlottesville en 2017 lorsqu'il avait qualifié les suprémacistes blancs de « personnes

très convenables ». L'extrême droite, qui suscite beaucoup d'attention, reste peu nombreuse, mais agit avec audace et attire un public.

### Une deuxième Grande Dépression

La situation économique est catastrophique, malgré près de 3 000 milliards de dollars d'aide fédérale aux entreprises, aux hôpitaux ainsi qu'aux travailleurEs. Depuis le 30 mars, des millions de salariéEs ont déposé une demande de chômage, mais des millions d'autres n'ont pu le faire en raison de problèmes avec les systèmes de chômage des États, parce que ce sont des travailleurEs précaires ou bien des immigrantEs sans papiers. Certains estiment le taux de chômage actuel à 22%, ce que l'on n'avait pas vu depuis la Grande Dépression des années 1930.

## BELGIQUE Plus de 8 000 décès : un crime d'État

*Les habitantEs de Belgique paient un lourd tribut à la pandémie de Covid-19: plus de 8000 mortEs en date du 4 mai, dont la moitié environ dans les maisons de repos (et de soins) aux personnes âgées. Ce bilan est proportionnellement plus macabre que celui des pays voisins.*

La presse évoque un « retard à l'allumage » des autorités belges. Il est clair que celles-ci n'ont pas prêté dûment attention aux multiples avertissements scientifiques lancés depuis l'épidémie de SRAS, en 2003. Mais, en la matière, la Belgique ne fait pas exception : en fait, tous les gouvernements ont préféré ignorer les preuves convergentes imputant l'apparition des zoonoses à l'élevage industriel ainsi qu'à la destruction des milieux sauvages par la déforestation, l'orpaillage et le commerce des espèces. Des preuves gênantes, qui impliqueraient d'en finir avec la course au profit qui sous-tend le productivisme et l'extractivisme capitalistes.

### Raisons spécifiques

Le côté très libéral de la Belgique constitue une raison plus spécifique du « retard à l'allumage ». Marx disait de notre pays qu'il est « le paradis et la chasse gardée des propriétaires fonciers, des capitalistes et des curés ». Les curés ont perdu une bonne partie de leur pouvoir mais, pour le reste, la réalité n'a guère changé. Ce pays est celui des « tireurs de plan » où l'État, lui, ne planifie quasiment

rien et s'abstient de mettre son nez trop loin dans les lucratives affaires des entrepreneurs dont il chante les mérites. Ceci explique par exemple que les autorités belges, contrairement à celles des pays voisins – qui ne sont pas moins capitalistes – se sont jamais dotées d'un quelconque plan catastrophe. La crise politico-institutionnelle qui s'éternise depuis mai 2019 est une autre raison spécifique qui contribue à expliquer le désastre sanitaire causé dans notre pays par le SRAS-CoV-2. Il est évident que ce facteur a joué un rôle. Il a aggravé l'imprévoyance, la désorganisation et la désinvolture des autorités. Quand l'épidémie a éclaté à Wuhan, les responsables politiques belges avaient d'autres chats à fouetter : comment poursuivre les politiques d'austérité ? Avec quelle coalition et dans quel cadre institutionnel ? Que faire pour être reçu par Sa Majesté et apparaître à la télévision ? On comprend que ces questions cruciales retenaient toute l'attention de la classe politique...

### Déni de réalité

Pourtant, ces spécificités belges n'expliquent pas tout. Il faut y ajouter le déni de réalité et le non-respect

du principe de précaution. Si on se penche sur la chronologie des faits, on est amené à conclure que, face à l'épidémie, notre ministre de la Santé misait dans les faits sur une stratégie d'immunisation collective. Elle était sur la même longueur d'ondes que Boris Johnson en Grande-Bretagne, Donald Trump aux États-Unis et Mark Rutte aux Pays-Bas : laissons la maladie se répandre et tuer les plus faibles jusqu'au moment où la part de la population ayant développé des anticorps sera trop importante pour que le virus puisse encore se propager. À la différence de Johnson, Trump et Rutte, Maggie De Block n'a jamais explicité cette idée. Mais son comportement et ses déclarations successives laissent peu de doutes : tel était son point de vue, il a été endossé par tout le gouvernement et n'a été remis en cause qu'à la mi-mars. Trop tard.

### Justice devra être rendue

L'aspect le plus révoltant de ce gâchis est ce qui s'est passé dans les homes pour personnes âgées. On savait dès le mois de février, sur base des statistiques fournies par la Chine, que le SRAS-CoV-2 est particulièrement dangereux pour les personnes

De nombreux et nombreuses salariéEs ont une assurance maladie liée à leur emploi, par conséquent 12,7 millions de travailleurEs auraient perdu leur couverture maladie. La situation s'est améliorée, mais les infirmierEs et les personnels de santé continuent de protester contre le manque d'équipements de protection. D'autres travailleurEs, des chantiers navals aux restaurants, ont participé à 150 courtes grèves sauvages. Un appel à des grèves le 1<sup>er</sup> mai à Amazon, Whole Foods, Target, FedEx et d'autres sociétés n'a pas pu se concrétiser, bien qu'il y ait eu de petites actions de protestation. DSA (Democratic Socialist of America) développe des liens avec des groupes comme Labor Notes (centre d'éducation ouvrière) et le United Electrical Workers Union (syndicat des travailleurs de l'électricité).

### Situation politique

Trump rejette la responsabilité du coronavirus sur la Chine et ses partisans la croient. Sa popularité reste à 43%. Mais un sondage récent montre que Biden pourrait battre Trump par 45% à 39% lors de l'élection présidentielle de novembre. Biden est apparu à la télévision pour réfuter une accusation d'agression sexuelle portée par une ancienne assistante, et les femmes dirigeantes du Parti démocrate le soutiennent. Pour tenter de gagner les partisans de Bernie Sanders, Biden a accepté de laisser Bernie garder des centaines de délégués à la prochaine Convention du Parti démocrate, délégués auxquels il aurait dû renoncer car il est sorti de la course. Le stratagème vise à amener les partisans de Sanders à voter pour Biden. La plupart le feront, estimant que, avant tout, Trump doit partir.

Dan La Botz, traduction Henri Wilno

### SINGAPOUR

## Épidémie, racisme et lutte des classes

*La cité-État située au sud de la péninsule malaise est souvent prise en exemple des stratégies alternatives au confinement dans la lutte contre l'épidémie du Covid-19. De façon malhonnête, elle sert notamment à justifier la mise en place d'applications de tracking. Mais la 2<sup>e</sup> vague que connaît actuellement la cité devrait surtout nous rappeler que les mesures sanitaires ne sauraient être analysées indépendamment de la lutte des classes et des oppressions spécifiques telles que le racisme.*

Il semble que l'origine de la deuxième vague se trouve dans l'explosion de la pandémie dans le bloc Atlantique (Europe, puis USA) qui a conduit de nombreux États à fermer leurs frontières et à mettre en œuvre des mesures de confinement. Les économies se sont alors mises à tourner au ralenti, les universités se sont arrêtées et l'ampleur de la pandémie a montré que la situation était partie pour durer. De nombreux travailleurEs et étudiantEs émigrés singapouriens sont alors revenus au sein de la cité-État, rapportant le virus avec eux.

### Une deuxième vague qui touche essentiellement les travailleurEs étrangers

À l'inverse, lorsque la Malaisie voisine a fermé ses frontières le 18 mars, les travailleurEs malaisiens qui traversent la frontière tous les jours pour aller travailler à Singapour ont alors dû choisir entre perdre leurs revenus ou rester à Singapour loin de leur famille, allant ainsi grossir le nombre de travailleurEs étrangers qui vivent dans des dortoirs aux conditions sanitaires précaires. Le développement de la deuxième vague, causé donc par l'explosion de la pandémie ailleurs dans le monde, démontre qu'il n'y a pas de solution uniquement nationale. Dès le 25 mars, l'augmentation du nombre de cas va conduire Singapour à changer de stratégie et opter pour celle dite de « court-circuit » qui, concrètement, se recoupe avec les mesures de confinement mises en place ailleurs dans le monde. Les lieux de divertissement, incluant bars, restaurants, cinémas, sont fermés. Sur les lieux de travail et dans les écoles, les rassemblements sont limités à 10 personnes. Les frontières sont également fermées pour les visites de courte durée, mesure drastique pour le principal hub aérien d'Asie du Sud-Est.

Au 29 avril, ces mesures se sont avérées efficaces pour protéger la « communauté » singapourienne, pour reprendre les termes utilisés par les autorités, avec 1181 cas et seulement 10 décès, le plus jeune étant âgé de 65 ans. En revanche, elles s'avèrent complètement inefficaces et vont même empirer la situation des 1,4 million de travailleurEs étrangers résidant en majorité dans les fameux « dortoirs », parmi lesquels le nombre de cas dépasse les 12 000.

### Traitement différencié

Le traitement différencié est une volonté des autorités locales qui considèrent que le succès de la politique sanitaire réside dans le nombre de cas dans la « communauté » indépendamment de ceux enregistrés chez les travailleurEs résidant en dortoirs. Le confinement dans les dortoirs est considéré comme un succès car il permet d'isoler ces foyers de contamination du reste de la communauté.

Ces travailleurEs se partagent une chambre dans laquelle ils sont parfois jusqu'à huit. Confinés à l'intérieur, ils et elles n'ont donc plus accès aux espaces communs du dortoir et ne peuvent donc plus cuisiner. Or leur approvisionnement en nourriture est de très mauvaise qualité et non adapté aux régimes alimentaires de chaque communauté, d'après les quelques ONG qui arrivent à maintenir des échanges avec eux malgré les pressions des autorités. Ces dernières ont déjà du mal à fournir des repas avec du riz et des légumes suffisamment cuits.

Partout dans le monde, le coût humain des politiques sanitaires pensées par les classes dominantes est aujourd'hui payé par les jeunes et les travailleurs. Mais parmi ces derniers, les plus précaires supportent un coût encore plus important. La deuxième vague de contamination qui touche les travailleurEs étrangers à Singapour illustre l'impossibilité d'une réponse exclusivement nationale à la pandémie et les effets de ces politiques sanitaires dans des pays où le racisme est un élément structurel de l'économie capitaliste.

**Daniel Galbraith**  
Version intégrale : <https://npa2009.org/actualite/international/singapour-epidemie-racisme-et-lutte-des-classes>



## TRAVAIL LE DÉCONFINEMENT DES PROFITS ORGANISÉ PAR LE GOUVERNEMENT

Le ministère du Travail a publié dimanche 3 mai sur son site internet un protocole national de déconfinement pour les entreprises. La remise en route des profits est ainsi facilitée, tout en exposant les travailleurEs au virus.

« **P**rotocol national de déconfinement pour les entreprises pour assurer la santé et la sécurité des salariés » : le titre est pompeux et le matraquage médiatique a donné l'impression de mesures contraignantes pour les entreprises. Cependant, l'objectif est clair : permettre la reprise de l'activité avec les contraintes les plus faibles possibles pour les employeurs.

**Aucune contrainte pour le patronat**  
Un minimum de 4m<sup>2</sup> est censé être assuré pour chaque salariéE et les

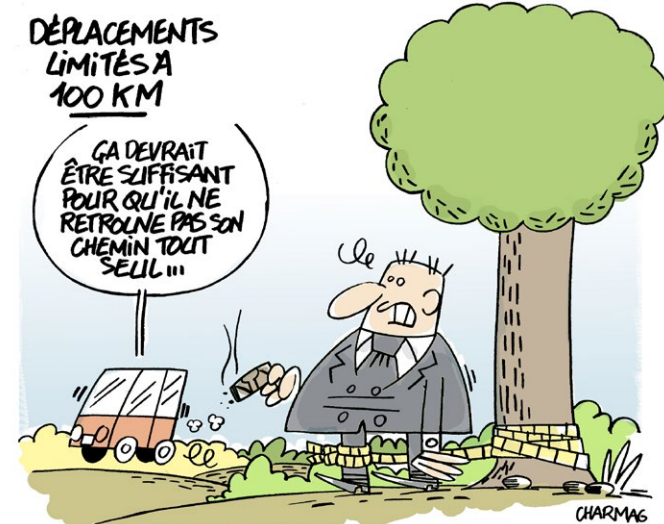
circulations organisées pour éviter les contacts étroits. Le document officiel donne des détails techniques sur le mode de calcul de la « jauge maximale » en fonction des mètres carrés disponibles dans l'entreprise. Mais il s'agit de simples recommandations. Aucun texte légal ne vient codifier ces règles et aucune sanction n'est prévue si l'employeur ne les met pas en application. Quand il s'agit de faire respecter le confinement, les verbalisations et gardes à vue sont tombées massivement. Pour le patronat, un tel arsenal répressif n'est bien sûr pas prévu...  
Le simple respect des gestes barrières et de la distance d'un mètre

sont martelées comme seules mesures efficaces, pour mieux rappeler que les masques ne seraient obligatoires qu'en dernier recours, quand vraiment il est impossible de ne pas respecter la distance d'un mètre. Il y a de quoi s'inquiéter quand on sait que ce fameux mètre ne suffit pas à protéger du risque de contamination par la diffusion d'aérosols. Il y a surtout de quoi s'inquiéter quand on lit que les employeurs pourront se contenter d'imposer le port de masques dits « grand public », les masques FFP2 et chirurgicaux étant décriés réservés aux professionnels médicaux. Or, Édouard Philippe ment sur ces masques grand public quand il nous dit qu'ils « sont à même de garantir la sécurité sanitaire de ceux qui en disposent ». C'est faux, car ces masques ne font l'objet d'aucune norme, d'aucune procédure d'homologation et ne doivent que se contenter de respecter de simples spécifications de l'Association française de normalisation (Afnor) et de la Direction générale de l'armement (DGA). On voit se diffuser, dans les entreprises, l'utilisation par les salariéEs de masques en tissu faits maison, dont personne n'est capable de prouver l'efficacité.

**SalariéEs mis en danger**  
On le sait, les masques FFP2 sont les seuls à même de protéger les

porteurs. D'ailleurs, en 2009, dans le cadre de la pandémie H1N1, le Directeur général du travail recommandait par circulaire officielle<sup>1</sup> le port de masques FFP2 pour tous les salariéEs en contact étroit avec du public...  
Le protocole accumule les reculs en matière de protection des salariéEs. Ainsi, le nettoyage des surfaces et locaux n'est plus recommandé que de façon « quotidienne » sans préciser les fréquences. Un recul par rapport aux préconisations dans le bâtiment, où les patrons s'étaient mis d'accord avec le ministère du Travail pour un nettoyage toutes les deux heures. Exit aussi la désinfection systématique. Quand on sait qu'un simple détergent sans propriétés virucides n'agit pas sur le virus, il y a encore de quoi s'inquiéter.  
Des millions de salariéEs vont ainsi être mis en danger tout en pensant être protégés, avec le blanc seing du ministère du Travail au service du patronat. Après deux mois de confinement, nos vies valent toujours plus que leurs profits, alors imposons cette idée collectivement, par la mobilisation, par des droits de retrait massifs, par des grèves et par le rapport de forces!

**Comité NPA Inspection du travail**  
1 – [http://circulaires.legifrance.gouv.fr/pdf/2009/07/cir\\_28964.pdf](http://circulaires.legifrance.gouv.fr/pdf/2009/07/cir_28964.pdf)



## SANTÉ FACE AUX « VAGUES » QUI ARRIVENT, UN DÉCONFINEMENT À HAUTS RISQUES ET SANS MOYENS

À l'hôpital et pour les professionnelEs de santé, sur le « front » du Covid, les dernières semaines ont marqué un répit : moins de malades arrivant aux urgences ; moins de patientEs en réanimation, davantage de sorties, même si les décès restent nombreux. Mais l'effort des équipes, qui ont réussi à tenir pendant quelques semaines à un rythme et avec une pression insupportables, ne peut se poursuivre, a fortiori face aux « vagues » qui se préparent.

La « décrue » est lente, et la pression reste forte. En dépit du manque de matériel de protection, toujours criant, beaucoup d'équipes peuvent souffler un peu, d'autant plus que l'épidémie ne s'étend pas dans les régions jusqu'alors peu touchées.

L'angoisse n'en a pas disparu pour autant. La sortie du « déconfinement » à partir du 11 mai inquiète. Les choix gouvernementaux de remettre les enfants à l'école, pour favoriser le retour à tout prix des parents au travail, crée toutes les conditions favorables à l'arrivée dans un système hospitalier fragilisé et épuisé d'une « seconde vague » de patientEs Covid qui le déborderait encore plus que la précédente, même si elle est de moindre ampleur.

**Le retour des patientEs « non Covid »**

Pour l'instant c'est l'arrivée, souhaitée, d'une autre « vague », qui se profile. Elle va nécessiter un surcroît de travail. On l'a parfois oublié, mais avant que l'épidémie commence, l'hôpital était en permanence au bord de la saturation, comme le montraient les urgences surchargées, les services bondés et l'impossibilité de trouver des

lits pour les patientEs qui avaient besoin de soins. Ces patientEs existent toujours, ils et elles ont toujours besoin de soins, mais n'ont pu y accéder pendant des semaines. Tout ce qui était considéré comme non relevant pas d'une urgence absolue a été déprogrammé et reporté, les lits fermés, les soignantEs envoyés au « front » du Covid. Ainsi, au CHU de Toulouse, 2500 opérations ont été déprogrammées pendant le pic de l'épidémie. Les patientEs eux-mêmes, dans la crainte du Covid, ont déserté les services hospitaliers et les cabinets médicaux. Les retards, même de quelques semaines, dans le diagnostic et le traitement de certains cancers, peuvent être dramatiques ; il en va de même des accidents vasculaires cérébraux. La possibilité d'accéder à l'IVG dans des délais rapides s'est restreinte. Isolées et confinées, des personnes âgées se laissent « glisser », tandis que des patientEs de psychiatrie, condamnés à un isolement strict en institution, ou sans soins à leur domicile, voient leur état s'aggraver.

**Des équipes dépourvues face à une deuxième vague**

Le retour de tous ces patientEs vers les soins nécessite un surcroît

de travail, mais qu'en sera-t-il si, comme on peut le prévoir, le déconfinement non maîtrisé du 11 mai, sans les mesures d'accompagnement indispensables, provoque un nouvel afflux vers les services hospitaliers ? De ce point de vue, l'absence de masques distribués gratuitement à la population, l'incertitude sur les tests et sur la mise en place d'équipes capables de dépister et d'accompagner les personnes malades et leurs contacts ne peut qu'inquiéter.  
L'effort des équipes, qui ont réussi à tenir pendant quelques semaines à un rythme et avec une pression insupportables, ne peut se poursuivre. Elles ont besoin de repos, et donc de renforts pour les remplacer. Elles doivent pourtant se contenter pour l'instant des paroles du gouvernement qui célèbre les héros... mais ne leur donne aucun moyen pour affronter l'avenir. Les personnels hospitaliers voient avec amertume les masques devenir un produit d'appel dans les rayons des supermarchés, alors qu'ils et elles en manquent toujours, et que les hôpitaux doivent « faire la manche » pour obtenir le matériel nécessaire. Ils voient partir des services les renforts provisoires venus leur prêter main forte. Ils ne voient par contre

venir aucune solution durable pour affronter les mois qui viennent et en particulier la période estivale, où chaque année des lits et des services sont fermés pour permettre la prise des congés. L'inquiétude monte, sur la possibilité même de prendre les congés d'été, plus indispensables que jamais. Sans budget supplémentaire, les directions hospitalières continuent de bloquer tout recrutement permanent et statutaire. L'heure est plutôt à obliger les personnels à prendre maintenant des congés et des RTT, pour se rendre disponibles plus tard, à élargir les plages de travail, à interpréter de la manière la plus restrictive l'attribution de la prime de 1500 euros. Pour faire face aux semaines qui viennent et pour commencer à redonner à l'hôpital les moyens durables de remplir ses missions, l'exigence d'un plan emploi-formation de 120 000 emplois pour les hôpitaux, commençant dès aujourd'hui par le recrutement statutaire de tous les personnels disponibles, de même que celle d'une augmentation de 300 euros pour tous les salariéEs, portées par les hospitalierEs, doivent devenir des revendications centrales de tout le mouvement social.

Jean-Claude Delavigne

## TRANSPORTS EN COMMUN QUEL DÉCONFINEMENT POUR LES SALARIÉ-E-S ET LES USAGER-E-S ?

Prenant la suite du secrétaire d'État aux Transports Djebbari, qui s'était exprimé le 24 avril, le Premier ministre Philippe, le 28 avril, a annoncé les mesures et recommandations du gouvernement pour la reprise progressive de l'activité dans les transports en commun.

L'offre de transport étant par définition adossée au reste de l'activité économique, elle avait subi une forte baisse, quoique très disparée en fonction des réseaux. Voilà comment la RATP devenue la Régie autonome de transport de banquetteres comme l'a dit un conducteur, s'était retrouvée avec environ 30% de son offre habituelle. Offrant le spectacle de bus articulés de 18 mètres de long avec à bord moins de cinq personnes (conducteur compris) sur les lignes touristiques tandis que celles transportant les travailleurEs restaient bien remplies.

À l'image de beaucoup de branches industrielles qui ont utilisé toutes les arguties possibles pour faire passer leurs productions comme indispensables, les entreprises de transport ont largement joué le jeu du gouvernement et de ses injonctions paradoxales entre « restez chez vous » et « allez travailler » : aux conducteurEs, agentEs de maintenance, contrôleurEs et autres de se débrouiller avec ça !

**La rentabilité avant tout**  
Dans la foulée de l'intervention de Macron du 13 avril, les patrons des grandes entreprises du transport

avaient posé leurs conditions. Dans un courrier daté du 17 avril, elles enjoignaient au gouvernement, avec une certaine morgue, d'abandonner tout principe de distanciation sociale à partir du 11 mai prochain. La diatribe hypocrite sur le souhait de voir le port du masque rendu obligatoire était là pour masquer (cas de le dire) le renoncement à cette distanciation. C'est que mettre de l'espace entre les voyageurs impacte par définition la capacité de transport de chaque véhicule... et la rentabilité du kilomètre parcouru ! Les patrons allaient même jusqu'à faire remarquer qu'une augmentation de la fréquence entraînerait des dépenses publiques supplémentaires, pour prévenir sans doute qu'eux ne mettraient aucunement la main à la poche. Les patrons du transport ont dans ce courrier réclamé beaucoup, faisant ainsi passer les décisions d'Édouard Philippe pour un arbitrage équilibré. En effet, la distanciation sociale sera pas abandonnée, une place assise sur deux devra rester vide et un marquage au sol ou avec des stickers aideront soi-disant les voyageurs à se répartir dans les véhicules ou voitures. Pour faire respecter tout ça, Pécresse demande



l'intervention supplémentaire des forces de police et d'associations comme la Croix-Rouge, en exigeant une amende de 135 euros en cas de non-respect de ces règles. Pourtant, la solution la plus évidente et la plus conforme à l'état sanitaire est évidemment une augmentation de la fréquence ou de la capacité des véhicules. Le gouvernement n'en a même pas parlé, suivant de près les injonctions patronales. Une preuve éclatante que si les voyageurs s'entassent dans des transports bondés, avec ou sans Covid-19, c'est avant tout pour des raisons de rentabilité !

**Pour la reconnaissance d'un travail indispensable**

En tout état de cause, quel que soit le rythme que les patrons voudront imposer pour le retour à un service normal, les travailleurEs du transport devront rester attentifs et organisés pour que l'empressement de leurs chefs ne mette pas en danger leur

santé. On pense notamment aux conducteurEs de bus et car, qui devront veiller à ce que le poste de conduite demeure confiné jusqu'à la résolution de la crise. Idem s'agissant de l'interdiction de la vente à bord par ailleurs les plus gros facteur d'agression. Pourquoi ne pas en profiter pour remettre à l'ordre du jour la gratuité du transport public ? Ils devront refuser de faire la police dans leur véhicule si des voyageurs montent sans masque ou refusent de se tenir à distance les uns des autres. Et de ce fait réclamer une augmentation des fréquences et l'embauche de personnel non conducteur à bord des véhicules, pour veiller à la sécurité sanitaire de tous. Et comme tous ceux qui ont été contraints de continuer à travailler, ils et elles doivent demander des augmentations significatives de salaire, pas comme un salaire de la peur, mais comme la juste reconnaissance d'un travail indispensable.

Correspondants

## ÉDUCATION LA FRONDE S'ORGANISE CONTRE LA RÉOUVERTURE DES ÉCOLES LE 11 MAI

Cette décision, prise contre les préconisations du conseil scientifique qui s'était clairement prononcé pour une réouverture des établissements scolaires en septembre (Italie, Portugal, Espagne...), a provoqué une levée de boucliers de la part des parents d'élèves, des enseignantEs, de nombreux maires ou personnels de santé.  
À l'évidence, le risque de transmission du virus est important dans les établissements scolaires et les mesures barrières particulièrement difficiles à mettre en œuvre avec les jeunes enfants. Les professionnels de santé voient se profiler une deuxième vague de contamination que les hôpitaux ne pourront pas plus absorber que la première. Après une semaine de propagande médiatique pour faire croire que les enfants ne seraient pas vecteurs de contamination, l'alerte des médecins de l'hôpital Necker sur l'augmentation du nombre d'enfants présentant des symptômes de la maladie de Kawasaki en lien avec une exposition au coronavirus, ainsi qu'une étude allemande révélant que la charge virale des enfants atteints de Covid-19 était équivalente à celle des adultes, ont fait tomber les mensonges du gouvernement.

**Sauver les profits, qu'importe le risque**  
Mais pourquoi s'acharmer, contre toute logique, à commencer le déconfinement par les écoles ? Après avoir cherché à donner un vernis social à cette décision (lutter contre les inégalités scolaires),

Macron et son gouvernement, droits dans leurs bottes, font mine de vouloir aller jusqu'au bout dans leur décision irresponsable de rouvrir les écoles le 11 mai.

Macron, Philippe et Blanquer ne cachent même plus la véritable motivation : relancer les profits des capitalistes ! Pour ce faire, les salariéEs doivent retourner au travail se faire exploiter et, pour cela, ils et elles ne doivent plus avoir les enfants à la maison. Donc qu'importe le risque sanitaire, pourvu que les profits redémarrent. Le fait que le pouvoir recule sur l'ouverture des lycées et des collèges ne fait que renforcer la conviction que les motifs qui ont guidé le choix de la réouverture des écoles le 11 mai sont des choix économiques. Les élèves de collège et, a fortiori, de lycée, peuvent se garder seuls, ils et elles ne sont pas un frein à la reprise du travail de leurs parents, alors que les enfants de primaire le sont. Au passage, le gouvernement révèle le vrai rôle qu'il attribue à l'école : une garderie pour permettre aux parents de bosser. Pas étonnant qu'ils appliquent alors des politiques d'austérité depuis des années.

**Un protocole sanitaire en forme de jeu de dupes**  
Face au tollé, l'Éducation nationale a planché sur l'élaboration d'un protocole sanitaire pour donner l'illusion qu'en respectant quelques mesures d'hygiène et des gestes barrières, la réouverture des écoles se ferait sans risque pour les enfants et la population. 54 pages de mesures impossibles à mettre en œuvre : retirer l'ensemble des jeux des



classes, désinfecter plusieurs fois par jour tout le matériel touché par les enfants, empêcher les enfants de se déplacer dans la classe, respecter des distances de sécurité dans la cour de récréation... Mais quand il s'agit d'évoquer le matériel de protection, le protocole prescrit le port du masque pour les enfants de maternelle, le déconseille pour les enfants d'élémentaire et, pour les enseignantEs et les personnels intervenant dans les écoles, préconise le port de masques « grand public » ne protégeant pas des contaminations en cas de non-respect des gestes barrières. Le premier projet de protocole indiquait dans un premier temps que les masques seraient disponibles à partir du 11 mai. Dans sa version définitive, la mention de la date du 11 mai a disparu. Le gouvernement

craindrait-il de ne pas pouvoir fournir ces masques à temps dans toutes les écoles ?

**La résistance s'organise : les écoles ne rouvriront pas le 11 mai**  
Le nombre de maires qui annoncent ne pas vouloir prendre la responsabilité d'ouvrir les écoles, prend de l'ampleur. Dimanche 3 mai, 316 maires d'Île-de-France ont publié une tribune pour refuser d'endosser la responsabilité de mettre en danger leurs personnels municipaux ainsi que les enfants et leurs familles. L'ensemble des syndicats enseignantEs s'opposent désormais à cette réouverture forcée le 11 mai. Plusieurs d'entre eux ont déposé des alertes sociales et des préavis de grève. Les enseignantEs ne veulent pas mettre leur santé en danger ni celle de leurs élèves et de leurs familles, mais ils et elles ne veulent pas non plus participer à ce retour au travail généralisé pour la plupart des salariéEs au mépris de leur santé. Si le gouvernement ne revient pas sur sa décision, les enseignantEs se préparent à déposer des droits de retrait pour danger grave et imminent.  
Malgré une volonté d'un retour à la normale rapide, la résistance dans l'éducation nationale pourrait mettre en échec le plan du gouvernement et du Medef, encourageant l'ensemble des salariéEs à refuser de sacrifier leur santé et leur vie pour les profits du patronat.

Juliette Stein

## DÉMOCRATIE LES LIBERTÉS DURABLEMENT CONFINÉES ?

« Le gouvernement n'était pas contraint de nous présenter ce plan de déconfinement à l'Assemblée nationale et encore moins de nous le faire voter ! Au lieu de faire une conférence de presse, il vient devant nous ! C'est vraiment respecter les parlementaires que nous sommes. »

Ainsi s'exprimait Marie-Christine Verdier-Jouclas, députée et porte-parole du groupe LREM à l'Assemblée, au sujet de la présentation par Édouard Philippe, le 28 avril, de son « plan de déconfinement ». Des propos qui laissent songeur, quand bien même on n'aurait guère d'illusions sur les institutions de la démocratie parlementaire, tant ils illustrent l'intégration, par la très grande majorité des députés LREM, des modalités de gouvernance autoritaire du pouvoir exécutif, qui se sont encore aggravées avec la pandémie de Covid-19 et le confinement.

**Une nouvelle étape dans la trajectoire autoritaire de la Macronie**

Macron et les siens ne sont pas devenus autoritaires avec la crise du coronavirus. Depuis près de trois ans, nous avons ainsi eu l'occasion, comme beaucoup d'autres, de dénoncer les politiques liberticides du gouvernement, contre les droits démocratiques, les libertés publiques, ainsi que sa propension à mépriser, contourner voire écraser toute forme de contre-pouvoir. La gestion de la crise du coronavirus, avec des décisions prises en toute opacité par un petit groupe de personnes pour la plupart non élus, et



s'agit pas seulement du renforcement des dispositifs de surveillance (drones, outils de tracking, etc.), déjà évoqués dans nos colonnes et contre lesquels de nombreuses voix s'élevaient à juste titre, mais plus globalement d'une volonté d'extension du contrôle, matériel et symbolique, de l'espace public : attestations de sortie sous peine d'amendes, division en zones « autorisées » et « interdites », présence policière et militaire accrue, etc.

**« Les gouvernants revaient de l'état de peste »**

Dans *Surveiller et punir* (1975), Michel Foucault étudie la façon dont les épidémies de peste étaient gérées par les pouvoirs publics, et en tirait la conclusion qui suit : « La ville pestiférée, toute traversée de hiérarchie, de surveillance, de regard, d'écriture, la ville immobilisée dans le fonctionnement d'un pouvoir extensif qui porte de façon distincte sur tous les corps individuels – c'est l'utopie de la cité parfaitement gouvernée. La peste (celle du moins qui reste à l'état de prévision), c'est l'épreuve au cours de laquelle on peut définir idéalement l'exercice du pouvoir disciplinaire. Pour faire fonctionner selon la pure théorie les droits et les lois, les juristes se mettaient imaginativement dans l'état de nature ; pour voir fonctionner les

disciplines parfaites, les gouvernants revaient de l'état de peste. »

Toutes proportions gardées (tant du point de vue de la dangerosité de l'épidémie que de l'intensité des mesures disciplinaires), ce constat de Foucault fait irrémédiablement écho aux aspirations gouvernementales à profiter de la situation de crise sanitaire pour imposer toujours plus de contrôle sur les individus et les populations. Dans la première version du texte prolongeant l'état d'urgence sanitaire, le pouvoir envisageait ainsi des dispositions permettant d'imposer la mise en quarantaine ou en isolement d'une personne ; en d'autres termes, le gouvernement souhaitait pouvoir ordonner « la mise en quarantaine des personnes ne respectant pas, de manière réitérée, les « prescriptions médicales d'isolement prophylactique » »<sup>1</sup>.

Face au tollé suscité par cette proposition, y compris dans les rangs de LREM, l'exécutif a été contraint de reculer... pour mieux sauter ? Nul doute en effet que, sous couvert d'urgence sanitaire, le pouvoir expérimente, normalise, banalise des dispositifs de contrôle toujours plus stricts. Il ne fait dès lors aucun doute que le combat pour imposer d'autres politiques sanitaires et sociales passera nécessairement par une lutte pour la reconquête et l'extension des libertés et droits démocratiques.

Julien Salinque

1 – Jérôme Hourdeaux, « Le gouvernement présente son projet de renforcement de l'état d'urgence sanitaire », *Mediapart*, 2 mai 2020.



## CORONAVIRUS

## Huitième semaine de télétravail forcé chez AXA

Après huit semaine de télétravail chez AXA, la charge de travail n'a pas vraiment changé.

Des chefs veulent tout savoir, tout mesurer, tout contrôler. D'autres chefs disent réaliser tous leurs chantiers personnels. Un directeur parle de sa cave à vin pour se remonter le moral durant le confinement alors qu'il demande à des employés de renoncer à des congés d'été pour imposer dix jours de congés confinés. D'autres demandent de prendre des jours de RTT imposés, tout en demandant que l'activité et la productivité ne soient pas impactées. Alors pas étonnant qu'ils se voient envoyés balader !



## Toujours pas de masques à l'horizon

Pour le déconfinement, dans la région parisienne, comme beaucoup de travailleurEs, les salariéEs d'AXA appréhendent de retourner dans les transports habituellement bondés. Les conditions sanitaires sont les mêmes pour toutEs : toujours pas de masques à l'horizon malgré les annonces du gouvernement et de la grande distribution, malgré les protestations des personnels médicaux et soignantEs en colère sur les moyens qui leur sont attribués. C'est toujours le système D pour les masques : sortir la machine à coudre de la grand-mère, regarder les tutos sur internet, ou le patron du journal le Monde du weed-end pour fabriquer un masque « grand public » !

Une téléconférence propose aux clients des masques bleu avec le logo de la société au milieu du nez. Mais porter cet objet publicitaire dans le métro, après la critique des fonds d'investissement et des sociétés d'assurance dans les cortèges des manifestantEs contre la réforme des retraites, ou la non-volonté d'indemniser les PME sur la perte d'activité liée aux confinements, ce serait trop se faire repérer !

## La perspective du 11 mai

Le 11 mai, des sites devraient être ouverts en fonction du nombre de « volontaires » pour y venir physiquement. En temps normal, à Nanterre, ce sont plus de 5 000 personnes réparties sur plusieurs bâtiments qui se croisent : aux portillons d'entrée, dans les ascenseurs, dans les restaurants d'entreprise sous-dimensionnés où les files d'attente aux caisses et aux stands de nourriture se coupent. La direction annonce la prise de température à l'entrée des bâtiments, condamnerait une chaise sur deux dans les bureaux des open spaces, organiserait la rotation en semaine alternée : une équipe bleue sur site pendant que l'équipe rouge télétravaillerait et vice-versa. Les salles de réunion seraient fermées. Les lieux de convivialité, comme les espaces café seraient condamnés.

Alors les parents en ont peut-être assez de faire les profs ou les éducateurEs pour leurs enfants et d'assurer l'intendance pour les repas midi et soir, tout en travaillant ; des collègues sont mal installés chez eux pour travailler, d'autres en ont marre d'avoir leur boulot à la maison, et cela même parmi celles et ceux qui faisaient du télétravail avant le confinement ; des collègues sont en manque de vrais contacts sociaux, casque sur la tête toute la journée ou réunions régulières intrusives sur leur moral ou leurs conditions de vie, mais ils et elles n'ont pas envie de risquer leur vie pour venir à leur travail !

Correspondante

## REMDESIVIR

## Grandes manœuvres autour des traitements contre le Covid-19

Face au Covid-19, les trusts pharmaceutiques ont une stratégie : tester les anciens médicaments anti-viraux qu'ils ont déjà dans leur portefeuille ! Le temps et l'argent, voilà les deux raisons de ce choix.

Sortir un nouveau médicament coûte près d'un milliard de dollars et prend beaucoup de temps, notamment en essais cliniques. Le temps, on aurait pu l'avoir si les alertes Sras (2002), Mers (2012), et Ebola 2013 avaient été entendues pour tester tous ces antiviraux. Mais elles n'ont pas été entendues. Marie-Paule Kieny, sous-directrice générale de l'OMS, en a avoué la raison pour la fièvre Ebola, qui est « typiquement une maladie de pauvres dans des pays pauvres, dans lesquels il n'y a pas de marché ». Seuls les militaires se sont intéressés à Ebola. Des crédits ont été débloqués dans le cadre de la lutte contre le bio-terrorisme par les USA. Mais aucun essai clinique n'a été effectué sur l'homme avec les molécules mises au point. Trop cher et pas rentable pour les trusts pharmaceutiques. Ce qui fait dire à Marie-Paule Kieny que « d'un point de vue technique, nous ne sommes pas en train de parler de choses extrêmement difficiles. C'est un échec de la société basée sur le marché, celui de la finance et des profits ».

## Les manœuvres du laboratoire Gilead

Alors ce n'est qu'aujourd'hui, par exemple, que l'on teste le remdesivir, médicament apparemment le plus porteur d'espoir contre le Covid-19, un antiviral du groupe américain Gilead. Il fait aussi partie des essais Discovery (franco-européen) et Solidarity (OMS). Avant même de connaître son efficacité, la bataille financière est lancée. Pas étonnant pour qui connaît le laboratoire Gilead, qui se permet de vendre 40 000 euros en France son traitement contre l'hépatite C, qui coûte seulement une centaine d'euros à produire ! Une téléconférence entre chercheurs fuité opportunément, vantant l'efficacité du remdesivir dans l'essai de Chicago. Le cours de l'action Gilead flambe de plus de 16 %. Son PDG Daniel O'Day affirme publiquement sa volonté de produire 500 000 traitements d'ici fin octobre, un million d'ici à la fin de l'année. Comme dans le même temps la firme demandait



au gouvernement américain le statut de médicament orphelin, cela lui aurait permis une baisse des impôts et surtout l'exclusivité commerciale pour 7 ans pour son remdesivir. Un monopole légal qui faisait les délices de la Bourse. Et le malheur des malades du monde entier, privés de traitement par le prix ou le monopole américain de fait. Les associations de consommateurs et Bernie Sanders ont mené bataille contre ce privilège commercial, contradictoire avec l'urgence sanitaire, et Gilead a dû renoncer à demander ce statut de médicament orphelin.

## Du côté de l'hydroxychloroquine

Les espoirs ont été douçés par la publication, dans *The Lancet* du 29 avril, des résultats complets d'un premier essai chinois sur 237 malades, en double aveugle contre placebo. Le remdesivir ne modifie pas la mortalité. Et la diminution du temps nécessaire

explicitement l'utilisation de ce protocole, encore en cours d'étude dans l'essai Discovery.

## Biens communs de l'humanité

Beaucoup de déception donc du côté des traitements. La leçon du retour des épidémies n'a pas été entendue par les trusts pharmaceutiques, qui ont refusé d'investir en recherche. Les crédits qu'ils y mettent aujourd'hui sont en fait le plus souvent des déplacements de crédits dans la lutte contre d'autres maladies virales, notamment le sida. Et les 45 millions d'euros fournis par la Banque européenne d'investissement (BEI) et l'Initiative pour les médicaments innovants (IMI) ne mentionne aucune garantie que des clauses d'accessibilité financière seront mises en place pour faciliter l'accès aux traitements, et n'empêche pas la délivrance de licences d'exploitation exclusives. Confier la production de médicaments au privé nous a déjà coûté un retard terrible face à l'émergence des nouveaux virus. Pas rentable. Demain, si un traitement se révèle efficace, contre la guerre des prix et la concurrence entre gouvernements pour se le réserver, il faudra exiger que ce traitement soit déclaré bien commun de l'humanité, sans droit de brevet, pour qu'il puisse être produit partout au coût le plus bas, et distribué gratuitement à tous ceux et toutes celles qui en auront besoin.

Frank Cantaloup

à l'amélioration clinique des patientEs qui survivent nécessite une confirmation dans des études plus importantes. Pour faire face au plongeon de son action à la Bourse de New York de 4,3 %, le PDG a expliqué qu'il fallait plus d'études pour pouvoir conclure. On attend la publication des autres essais, notamment du keletra, seul ou associé à l'interferon alpha, mais aussi de l'hydroxychloroquine, associée parfois avec l'azithromycine selon le protocole du professeur Raoult. Cependant la plupart des études internationales sur l'hydroxychloroquine, mais de bas niveau de preuve, sont au mieux non concluentes, au pire montrent un effet négatif sur les patientEs. La Suède, qui utilisait largement le traitement, et maintenant les responsables de santé étatsuniens, alors que Trump avait porté l'hydroxychloroquine aux nues mais n'en parle plus, déconseillent aujourd'hui



## UNIVERSITÉS

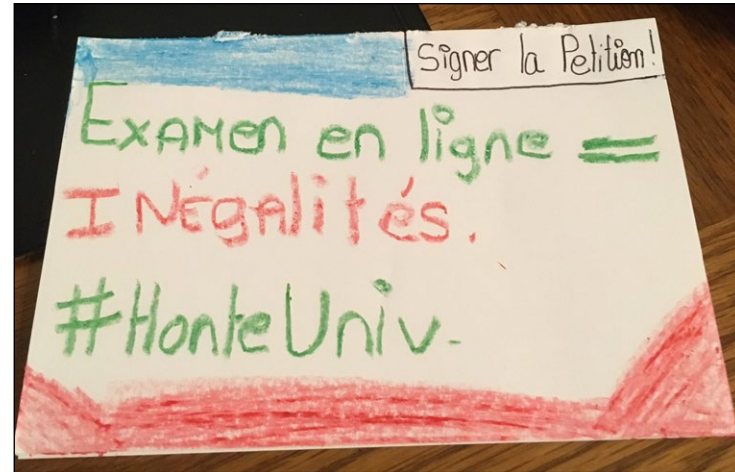
## Chez les étudiantEs, la crise renforce les inégalités sociales

L'épidémie de Covid-19 a entraîné la fermeture des écoles et des universités, mais les cours se poursuivent en ligne au nom de la « continuité pédagogique », et aujourd'hui les partiels vont sans doute se tenir à distance.

Le gouvernement se gargarise de la réussite de la continuité pédagogique mais de nombreuses enquêtes menées au sein des universités révèlent que la réalité est tout autre. À l'université Paris 1, à la question « Comment le confinement influence-t-il votre capacité d'investissement sur le plan pédagogique ? » seuls 5,96 % des sondés répondent qu'ils et elles ont « un degré de concentration presque habituel pour poursuivre une activité pédagogique ». Et pour cause.

## Aide alimentaire d'urgence

La réalité du confinement n'est pas la même pour toutEs les élèves : certainEs sont obligés de travailler dans des conditions sanitaires parfois dangereuses et ont vu leur nombre d'heures de travail augmenter. D'autres, victimes de licenciements, ou travailleurEs au black, ont perdu leur source de revenus, ce qui amplifie la précarité et l'angoisse dans laquelle une partie de la jeunesse vit. Ainsi à l'université Paris 8 ce sont plus de 10 000 étudiantEs qui ont demandé une aide alimentaire d'urgence,



1800 à Paris 1. Pour certainEs le confinement est aussi synonyme de vie dans de très petits espaces, parfois partagés avec d'autres personnes ; ou encore de conditions d'études impossibles sans ordinateur personnel, ou sans connexion internet fonctionnelle.

## Exiger la validation automatique

Face à l'augmentation des inégalités, face au décalage entre le passage des partiels coûte que

coûte et la réalité d'une crise multifactorielle, les étudiantEs ont exprimé leur colère sur les réseaux sociaux. Ce sont plusieurs dizaines de milliers de tweets qui ont été produits, qui mettent en lumière à travers de nombreux exemples et témoignages, la réalité du confinement et l'aberration du maintien des examens. Des #HonteUniv, lancés depuis l'université d'Évry, de Lorraine et de Paris 1 ont atteint les Top Tweets : des actions qui exigeaient

la validation automatique et l'annulation des partiels.

## Le retour de la « valeur du diplôme »

Face à cette colère, des présidences de fac ont réagi en refusant de soumettre au vote les propositions des étudiantEs, en lien direct avec les positions du gouvernement. En effet Frédéric Vidal, ministre de l'Enseignement supérieur et de la Recherche, a annoncé qu'il n'était pas question de mettre des 10 automatiques, ajoutant qu'« il est demandé aux établissements, même dans les conditions actuelles, de garantir la qualité des diplômes ». Mais en pleine pandémie, ce qu'elle garantit, ce sont des diplômes des plus inégalitaires dont la valeur est toujours davantage basée sur une mise en concurrence des étudiantEs pour des places sur le marché du travail. Cette « valeur » s'établit en premier lieu sur l'échec de la majorité, au profit de ceux qui réussissent et qui auront un diplôme rare : la promesse d'un écrémage social renforcé.

Philomène Rozan

## AUTOMOBILE Reprendre la production alors que les ventes continuent de s'effondrer ?

Les ventes d'automobiles ont continué de s'effondrer en France. Au mois d'avril, 21 000 véhicules particuliers ont été immatriculés, soit une chute de presque 90 % par rapport à l'an dernier. Depuis le début du confinement, la baisse est de 330 000 voitures. Ces chiffres connus pour la France dès maintenant seront confirmés dans la plupart des pays d'Europe.

Ce n'est pas la fermeture des concessions et des points de vente d'automobiles qui est à l'origine de cette chute. Près de la moitié des ventes sont réalisées auprès des entreprises et sociétés de location. Les acheteurs professionnels ne se déplacent pas dans les garages pour négocier leurs contrats d'achat. Et même avec des garages éventuellement ouverts, les acheteurs ne se seraient pas précipités en plein confinement pour aller acheter des voitures.

## Suspendre toute reprise de la production

Que les dirigeants de l'automobile le veuillent ou non, la majorité de la population s'occupe d'abord de ce qui lui paraît essentiel, et les voitures passent après. Sans oublier qu'aujourd'hui les achats de véhicules neufs sont le fait de la partie âgée la plus riche de la population. Les firmes automobiles comme les autres industries sont irresponsables – ou cyniquement responsables – en voulant à tout prix ouvrir les usines le plus tôt possible



avant la fin du confinement, prévue le 11 mai. Au risque de contribuer à une nouvelle augmentation de la propagation de l'épidémie.

toutes les librairies), de plus en plus d'éditeurs vendent en direct sur leur site, contournant les intermédiaires (diffuseur, distributeur, libraire) et de ce fait empochant la totalité du prix du livre sans subir les charges (loyer, etc.). Pourtant les éditeurs savent bien en quoi le réseau des librairies leur est indispensable, car ce dernier n'est pas épargné par ces coûts et prend des risques financiers alors que, par son travail au contact direct avec le public, il permet d'établir une fidélité et une régularité de recettes dont il serait grand temps de partager équitablement les fruits.

À très court terme, les dépôts de bilan vont à coup sûr se multiplier dans le secteur. Ce ne seront pas les aides de l'État aux TPE qui feront la différence : 1 500 euros net d'aide, plus les mesures de chômage partiel supportées en partie...

## Une fragilité ancienne

Fragilisés par les fermetures liées au coronavirus, la situation économique du secteur de la librairie était déjà très précaire, du fait des remises en cause des lois protectrices entourant la vente du livre (loi Lang de 1981). Même si le principe du prix unique du livre continue à être en vigueur (à 5 % près le prix d'un livre est le même dans

par les salariéEs, ne risquent pas de compenser deux mois de fermeture. Le volant moyen de trésorerie d'une librairie PME est de deux semaines à un mois, c'est dire la fragilité...

## Pour le plus grand bien du... secteur de la grande distribution

C'est la très grande distribution qui profite de cette situation (à commencer par Amazon, qui n'aura jamais vendu autant de livres que pendant ce confinement), elle qui n'a pas été impactée par les fermetures administratives sanitaires. Apparaissant déjà 11 % du marché du livre via internet, les grandes enseignes vont pouvoir mettre à profit la crise actuelle pour dépasser leurs objectifs et assoier définitivement leur prépondérance. D'autant que ce secteur n'est pas du tout concerné de la même manière par les augmentations de charges fixes (loyer),

qui progressent annuellement de 2 à 3 %. Sans même parler des garanties offertes par la Convention collective de la Librairie, arrachées par les syndicats du Livre, sur lesquelles les patrons d'Amazon s'assoient (garantie de l'emploi, congés payés, jours fériés, mutuelles, etc.).

## Du côté des librairies engagées

Il est vrai que ce tableau alarmiste de la librairie PME indépendante est à relativiser en ce qui concerne la librairie engagée, en général adossée à un réseau militant. La concurrence du e-commerce se fait moins sentir, l'appel aux « clientEs »-sympathisantEs plus facile (souscription, boycott des grandes enseignes, choix préférentiel). Il n'en demeure pas moins que ce secteur aussi va être dévasté. Malgré un grand nombre de bonnes maisons d'édition produisant de bons livres susceptibles

## TRAVAIL SOCIAL

## « Réserve sociale » : l'appel au volontariat étudiant ou le retour de la charité

À l'heure où les établissements de formation ont fermé mais tentent d'assurer selon les directives une certaine « continuité pédagogique », de nombreux étudiantEs en travail social sont rappelés sur le terrain pour venir renforcer les équipes et pallier le manque de personnel déjà réduit à peau de chagrin dans de nombreux établissements avant l'épidémie de coronavirus.

Face aux effets de la crise sanitaire et du confinement, les structures sociales et médico-sociales sont particulièrement en difficulté, percutées par les politiques d'austérité menées depuis de nombreuses années. Les salariéEs des EHPAD avaient déjà dénoncé leurs conditions de travail et d'accueil des personnes âgées. Dans les centres d'hébergement, les foyers de l'enfance, le manque de places et de moyens est aussi criant. Peu avant le confinement, les salariéEs d'un foyer d'urgence parisien étaient en grève pour dénoncer cela. Et les exemples abondent.

## ÉtudiantEs en travail social, une main-d'œuvre gratuite ?

Avec la « réserve sociale » le gouvernement joue la carte de la culpabilisation et de la vocation, lorsqu'il rappelle qu'il est du « devoir et de la responsabilité des travailleuses et travailleurs sociaux de maintenir l'accompagnement des plus fragiles en cette période de crise ». Une note du ministère des Solidarités demande aux étudiantEs de « s'engager », ce soit sous la forme de CDD mais aussi de manière bénévole sous la forme de stages. En pressant leurs étudiantEs à participer à cette réserve, les directions d'écoles peuvent mettre à disposition une main-d'œuvre gratuite (convention de stage) alors que les conditions sanitaires minimales pour protéger les salariéEs et les personnes accompagnées sont rarement assurées. Un appel qui tombe à point nommé lorsque certains collègues sur le terrain s'emploient à faire valoir leur droit de retrait pour inciter les directions à réagir lorsqu'elles sont parfois réticentes à mettre en œuvre des conditions d'accueil et de travail sécurisées. Dans ces conditions, envoyer sur le terrain des étudiantEs en formation est particulièrement irresponsable, face à un public davantage « fragilisé » par le confinement. De plus, avec l'ordonnance du 25 mars 2020, le gouvernement autorise l'abaissement du niveau de qualification comme des taux d'encadrement, tout en permettant l'augmentation des taux d'occupation. Ces mesures dites exceptionnelles vont renforcer la logique de rentabilité du secteur et l'expérience de l'état d'urgence nous a déjà montré que l'exceptionnel pouvait devenir permanent.

## Correspondantes

1 – Lire également « Étudiantes infirmières stagiaires à 1 euro : ça suffit! », sur notre site : <https://npa2009.org/actualite/sante/etudiantes-infirmieres-stagiaires-1-euro-ca-suffit>

## CULTURE

## Alerte librairies en danger

L'importance du rôle social d'un secteur économique de notre société est presque toujours inversement proportionnel à son poids économique, et donc à sa solidité financière.

C'est un principe que la crise sanitaire actuelle vérifie une fois encore, on s'en rend compte en observant le mépris subi par le personnel des hôpitaux ou des EHPAD, que certains imaginent rattraper par des applaudissements, quand il faudrait des embauches massives.



PHOTO THÉÂTRE ROUGE / MICO

jusqu'en mars de dynamiser le secteur, celui-ci subira incontestablement des coupures de budget tant individuelles que publiques :  
– Les marchés publics, les événements de type salons, conférences syndicales, bibliothèques vont s'amenuiser, ou ils représenteraient une part non négligeable du chiffre d'affaires des librairies militantes ;  
– Nos réseaux de clientèle, composés de salariéEs et de précaires, vont subir en premier lieu les attaques sur le temps de travail et les rémunérations. La bourgeoisie, le gouvernement voudront comme à l'accoutumée nous faire payer leur crise. Une seule réponse : comme la santé et les services publics, le livre et la culture doivent échapper à la loi du marché ! En attendant, achetez tous vos livres à la Brèche !  
La Brèche



**Disparition****Idir, le Moderne**

Le chanteur Idir nous a quittés. L'artiste s'est fait connaître dans le monde entier dès sa première chanson «A Vava Inuva», reprise dans plusieurs langues à travers le monde. Il a alors choisi la vie d'artiste, devenant le meilleur ambassadeur de la chanson algérienne dans sa version berbère et kabyle.

Sans être un chanteur « engagé » ni un militant assermenté, Kabyle de naissance et de culture, dans une Algérie à la démocratie boiteuse et au capitalisme retardataire et dépendant, Idir a été présent, à travers son art, dans tous les combats démocratiques, avec comme étendard la défense de la culture berbère. Ses débuts dans la chanson, c'était aussi notre jeunesse et nos débuts dans les batailles pour notre émancipation qui nous ont amenés au Hirak d'aujourd'hui. Nous étions au lycée en cette fin des années 1970, dans l'internat du lycée El Hammadia à Bêjaïa/Bgayet. Idir allait passer à la télévision : c'était l'événement ! Un après-midi d'un jour de semaine, pas le soir : il ne fallait pas perturber le programme officiel. On allait donc sécher les cours pour se rendre au foyer pour voir Idir. C'est ce qu'on a fait, après une dure négociation. De toute façon c'était ça ou la grève... On écoutait les chansons d'Idir à la radio, chaîne 2 Kabyle, en cassettes dans les magnétophones. Mais pas à la télé. Il était parmi les « subversifs » pour le pouvoir de l'époque. Subversif dans le texte, mais aussi dans la musique... Il était moderne.



IDIR SJOUANDEAU/WIKIMEDIA COMMONS

**Idir était écouté par tout le monde**

Oui, les modernes kabyles étaient subversifs. Il y avait eu l'onde de choc du Mai 68 français, mais les modernes de l'époque étaient vécus un peu comme porteurs de la culture occidentale en musique. Il y avait Djamel Allam qui était une sorte de Moustaki kabyle. Il y avait Ferhat Imazighen Imula, une sorte de Ferrat. Slim, le caricaturiste de « Zid ya Bouzid » l'appelait Jean Ferhat ! Il y avait Nouridine Chenoud avec son harmonica, il faisait du Bob Dylan en kabyle... On peut citer aussi les Abranis, rock moderne type Rolling Stones... Mais tous ce beau monde, qui chantaient très bien, c'était pour un public de jeunes, lycéens et étudiantEs... et il y a eu Idir, le moderne Kabyle par excellence. Il était écouté par tout le monde ; les hommes, les femmes, les jeunes, les grands-mères, les cultivés, les analphabètes, les bergers, les paysans, les chauffeurs de taxi, dans les salons de coiffure, dans les fêtes, dans les cafés...

Il portait la modernité dans ses textes et dans sa musique. Il a chanté pour l'émancipation de la culture berbère (Muglegh), pour la liberté des femmes (Weltma), des jeunes (Arrach-negh), des meurs, pour la liberté de conscience. Il a peu chanté l'amour (Thayri), il a en revanche peint le sacrifice et le silence des mères (Essendu), la fatalité de la mort (Lmuth). Il a chanté la fête (Zwit Rwit), le cri de la révolte sonnante la fin de l'injustice (Thigri Bewgdoud), il a rendu hommage au militantisme politique (Zumal), il a magnifié la solidarité (Thivizi) et dénoncé l'ingratitude (Azguer). Il a chanté l'exil et la séparation (Aghrib, Serhiyi) il a magnifié la révolution (Tagrawla), il a poussé vers l'unité dans la lutte (Lefhama), et il est resté moderne tout au long de ce parcours... Récemment, il avait apporté son soutien au Hirak en lui dédiant une chanson. « J'ai tout aimé de ces manifestations : l'intelligence de cette jeunesse, son humour, sa détermination à rester pacifique. J'avoue avoir vécu ces instants de grâce depuis le 22 février comme des bouffées d'oxygène », avait-il dit.

On avait donc raison de sécher les cours pour aller le voir, pour la première fois à la télé, en ces temps pas si lointains.

**Nadir Djermoune**

**ÉPISODE 5****Le choix du chat**

– Donc, vous vous racontiez des histoires de chat tous les soirs, comme c'est mignon, ironisa le flic au crâne rasé. Je n'ai rien contre les chats, mais faut m'en dire un peu plus. C'est tout de même chez vous, enfin chez votre cousine, qu'on a retrouvé un cadavre. Vous avez une explication ?

– Je n'en vois pas. Et je ne vois pas comment je pourrais vous en proposer une tant que vous refuserez de me dire de qui il s'agit.

Le jeune flic jouait avec son stylo-bille avec l'air de s'ennuyer, ce qui énervait Damien.

– Bon, alors reprenons, je veux la liste précise de tous ceux qui ont participé à ce confinement collectif...

– Mais je vous l'ai donnée par téléphone.

– Laissez moi finir. Des noms, des prénoms et des numéros de téléphone, ça ne suffit pas. Il me faut tous les détails qui vous passeront par la tête, même s'ils vous semblent sans intérêt. Commençons par cette jeune femme, Hélène, qui connaît votre petite compétition.

– Ce n'était pas une compétition. Juste un jeu entre amis.

– Admettons. Donc, si je comprends bien elle écrit des contes. Elle gagne sa vie avec ça ?

– Non, elle n'a publié qu'un recueil. Elle travaille à mi-temps dans un centre d'appel qui l'a mise en chômage technique.

– Il ne lui ont pas proposé le télétravail ?

– Il faudrait lui demander. D'après ce que j'ai compris, ils ont profité de l'occasion pour se débarrasser d'une partie du personnel parce qu'ils avaient moins d'appels. Mais je n'ai pas beaucoup parlé de ça avec elle...

Le jeune flic se décida à poser son stylo.

– Et vous avez parlé de quoi ? Vous avez eu une aventure avec elle ? Damien marqua le coup. Ils avaient probablement déjà appelé d'autres membres du groupe.

– Ça relève de notre vie privée. Le flic au crâne rasé soupira.

– On s'en fou complètement de votre vie privée, mon petit vieux. On a un cadavre sur les bras, vous êtes capable de comprendre ça ? Alors, vous avez eu une liaison avec cette Hélène Kalinsky, oui ou non ?

– Oui.

– Eh bien nous y voilà ! Et, avant vous, il y a eu quelqu'un d'autre ?

– Je ne le lui ai pas demandé. Le jeune flic reprit son stylo et le pointa en direction de Damien.

– Vous ne le lui avez pas demandé, mais elle a pu vous le dire, ou vous l'avez probablement remarqué. Damien haussa les épaules.

– Vous êtes passé de la thèse de la compétition entre conteurs qui tourne mal à celle de la rivalité amoureuse, si je comprends bien, lança-t-il pour étudier une réponse à cette question qui lui déplaisait.

– Quand on aura besoin de vous pour élaborer des hypothèses, on vous fera signe. Pour l'instant, vous répondez à nos questions. Alors ?

Le jeune homme se mura un instant dans le silence, tout en réalisant que, non seulement cette attitude était intenable, mais qu'elle risquait de faire porter des soupçons sur lui.

– Je crois qu'elle a eu une affaire avec François Vernant. Mais c'est un sujet que nous n'avons pas abordé.

– À la bonne heure, on avance. Vernant, c'est le prof d'éducation physique, n'est-ce pas ? Eh bien, figurez-vous que c'est lui dont a retrouvé le corps...

\*\*\*

– Bon, s'il n'y a pas de volontaires ce soir, je me lance ! annonça Hélène. Elle avait bu un coup et semblait de très bonne humeur. Visiblement, elle aimait raconter. Son ton était enjoué, ses yeux brillaient, ce qui la rendait encore plus attirante.

– C'est l'histoire d'un garçon qui flashait sur une de ses collègues. Tous deux travaillaient dans une boîte de services informatiques. Leur patron la jouait très cool et n'emmerdait personne sur les horaires à partir du moment où le boulot était fait. Le genre patron-copain qui fait la bise aux filles, tape dans le dos des gars, mais paye tout le monde au lance-pierre et arrive à te faire bosser chez toi la nuit pour boucler un job sans avoir besoin de te le demander. Je vous raconte ça pour que vous compreniez le cadre et l'ambiance.

Cette collègue, Yvonne, possédait un chat, Nestor, qu'elle amenait parfois au bureau dans son panier. Elle était visiblement très attachée au félin. Notre héros, Marc, dans l'espoir de plaire à la belle, lui avait à plusieurs reprises gardé le matou. Mais il ne savait comment s'y prendre pour le séduire, d'autant qu'Yvonne ne dissimulait pas qu'elle vivait avec un inconnu dont elle parlait peu. Donc il désespérait plus ou moins d'y parvenir. Elle lui souriait beaucoup, devait devenir qu'elle ne le laissait pas indifférent, ce qui pouvait la flatter sans qu'elle soit pour autant tentée par une aventure qui briserait peut-être son couple.

Au fil du temps, Marc avait toutefois noué des relations plus intimes avec le chat. Il lui offrait d'ailleurs toutes sortes de choses délicieuses. Il était au petits soins pour Nestor qui le

remerciait par des ronronnements démonstratifs.

Un jour, alors qu'Yvonne lui avait abandonné Nestor pour le week-end, Marc décida de se confier au félin.

– Tu l'as peut-être remarqué, attaquait-il, mais ta maîtresse me plaît beaucoup...

– Ça serait difficile de ne pas s'en rendre compte, dit le chat. Suffit de voir de quelle façon tu la regardes. – Sois sympa, ne lui dis rien pour le moment. Puis-je te poser une question ?

Le chat leva son museau vers lui.

– Pose-la toujours.

– Eh bien, je sais que ta maîtresse vit avec quelqu'un.

– Ce n'est pas un secret.

– Non, mais ce que je voulais te demander est plus délicat. Je voudrais savoir si ça marche bien entre eux.

Le chat le fixa comme s'il avait la possibilité de lire ses pensées.

– Eh bien, ils vivent ensemble depuis maintenant près de cinq ans. Ils se sont connus au lycée. Alors, je crois qu'ils sont attachés l'un à l'autre, mais il y a une usure inévitable.

Marc buvait les paroles de Nestor.

– Tu veux dire, au lit ? osa-t-il demander.

Cette fois, l'expression du chat lui sembla narquoise.

– Tu es drôlement curieux !

– Si la question te gêne...

– Elle ne me dérange pas. Ce que je peux te dire, c'est que voici encore deux ans, ils me chassaient de leur chambre avant de se coucher, surtout lui. Ce qui ne me plaisait pas beaucoup car j'aime bien m'installer sur leur couette. De l'autre côté de la porte, je les entendais. Je ne vais pas te rapporter leurs paroles, ce ne serait pas correct de ma part. Mais je peux te dire que ce n'était pas triste et qu'ils étaient passionnés. Ça durait parfois assez longtemps et ils recommençaient au cours de la nuit.

Au point de me réveiller.

– Ah, fit Marc, vaguement mal à l'aise.

– Mais, depuis un an, c'est beaucoup plus calme. Certains soirs, ils ne me virent même plus et je peux l'affirmer qu'il ne se passe plus rien. Et quand ça leur arrive et que je me trouve de l'autre côté de la porte, ça dure beaucoup moins longtemps et ce n'est pas aussi bruyant.

– Ah, répéta Marc.

– Et j'ai l'ouïe très fine, crut bon de préciser le chat. Ce sont des signes qui devraient l'encourager...

– Je te remercie pour ces informations confidentielles. Je ne voudrais pas abuser, mais j'ai encore quelques questions. Sincèrement, crois-tu que j'ai mes chances ?

– Yvonne t'apprécie beaucoup, mais d'après ce qu'il m'a semblé, elle pense que tu la considères comme une amie. Elle n'a pas deviné tes intentions. Marc avait en effet toujours voulu éviter de se montrer entreprenant, au risque de la choquer.

– Et, selon toi, que pourrais-je faire pour changer ces relations ? Je veux dire, qu'est-ce qui pourrait la séduire ?

– Bonne question ! Assura Nestor. Je crois être en mesure de te soumettre quelques pistes. Son compagnon s'absente une ou deux soirées par semaines pour jouer dans un club de volley, de sorte qu'elle s'ennuie un peu devant sa télé. Tu pourrais par exemple l'inviter ces soirs-là. Elle apprécie beaucoup le jazz, alors que son ami préfère des musiques genre hard rock, métal, qu'elle déteste. Et moi aussi je dois l'avouer.

Marc savait donc les conseils du matou et après trois semaines de sorties et de cour assidue, il arriva ce qui devait arriver. Yvonne se retrouva dans son lit et ne rentra pas chez elle. Peu de temps après, son compagnon et elle se séparèrent. Il avait d'ailleurs de son côté une liaison avec une joueuse de volley.

Marc et Yvonne emménagèrent donc ensemble. Chaque fois que Marc chassait le chat avant de se coucher, il éprouvait un certain malaise, mais Nestor ne protestait pas. Pourtant, après quelques mois de vie commune, Marc devina que le matou ne le considérait plus de la même façon. Il prenait ses distances. De fait, absorbé par sa passion pour Yvonne, il avait tendance à négliger le félin. Il ne lui choisissait plus des produits frais et raffinés, parfois il ne lui ouvrait même que quelques boîtes de ron-ron tandis qu'il s'éclipsait avec sa maîtresse pour le week-end. Il lui était même arrivé d'oublier de changer sa litière, ce que Yvonne lui avait reproché.

De temps à autre, Yvonne amenait encore le chat dans son panier.

Un jour, Marc, au retour d'un rendez-vous, apparut qu'elle avait demandé à un autre collègue de le surveiller, car elle avait une intervention sur site.

Il remarqua à cette occasion que le chat le regardait de façon étrange et distante. Nestor semblait repu. De fait, son maître intérieurement l'avait régala de toutes sortes de bonnes choses. Une semaine plus tard, cette situation se renouvela. Marc voulut en avoir le cœur net.

En pénétrant dans les bureaux, il n'aperçut pas le chat. – Où est donc passé Nestor ? demanda-t-il à une collègue. – Il a filé dans le bureau du patron avec Jean-Michel. Marc s'approcha de la porte de cette pièce, qui était restée entrouverte. Jean-Michel, assis sur l'angle de la table de travail, faisait face au chat, perché sur le dossier d'un fauteuil. Leur dialogue résonna de façon très désagréable aux oreilles de Marc.

– Qu'en penses-tu ? demanda Jean-Michel.

– De quoi ? répliqua le chat un peu hypocritement.

– Eh bien penses-tu que j'ai mes chances.

\*\*\*

Plusieurs convives félicitèrent Hélène, ce qui en irrita plusieurs, dont Monique qui ne put s'empêcher de chuchoter quelques mots à son voisin. Damien attendit la fin de la soirée pour s'approcher d'Hélène.

– Elle était charmante, ton histoire. S'il y avait un chat parmi nous, je serais tenté de lui demander conseil.

C'est ainsi que débuta leur aventure.

**Gérad Deteil**

**Les Nôtres****Notre camarade Pierre Granet est décédé**

Notre camarade Pierre Granet est mort ce 2 mai 2020 à son domicile. La tristesse et le vide que son départ créent sont immenses. Pierre connaissait beaucoup de monde et était apprécié de toutes et tous, bien au-delà des rangs de son parti, le NPA. Nous voulons lui rendre hommage à la mesure de l'engagement qui a été le sien pendant toute une vie, mais également à la mesure de la tendresse que nous avons pour lui.



NPA 31

Pierre, alias Vimont, nous parlait souvent de sa jeunesse et de Mai 68. Militant dès le lycée en 1967 à Paris, il sera à l'origine de la fondation de la JCR à Marseille où il a animé le mouvement lycéen en 1968. Actif dans les Comités d'action lycéens (CAL), lui et ses camarades occuperont plusieurs semaines le lycée Adolphe-Thiers, rebaptisé « Commune de Paris » le temps du mouvement. Par la suite, Pierre a animé le mouvement étudiant à la fac d'Aix jusqu'au milieu des années 1970. Lors de son service militaire, comme d'autres militants de son courant politique, il a monté un comité de soldats.

Éducateur à la PJJ, il sera très actif dans le SNPES-FSU comme ensuite au syndicat CGT des correcteurs du Livre, où il militera jusqu'à sa retraite dans des conditions difficiles dues à l'isolement du travail à domicile. Il a toujours été convaincu de renforcer l'implantation de la LCR puis du NPA dans les entreprises, et a passé beaucoup de temps à aider des camarades depuis l'extérieur, comme à Airbus dans les dernières années de sa vie.

Pierre s'est également investi autour de l'école. Il a été président de la FCPE 31 quand ses enfants étaient scolarisés. Il participera à l'élaboration théorique du NPA sur cette question, pour une école émancipatrice et débarrassée des inégalités.

**L'internationalisme chevillé au corps**

Combatant internationaliste sans relâche, il a milité méthodiquement pour la solidarité avec les luttes des peuples à travers le monde, avec

cette conscience que le combat contre le capitalisme n'avait de sens que s'il s'étendait par-delà les frontières et les nationalités. Dès sa jeunesse, comme le reste de sa génération, il s'investira sur le Vietnam.

À l'automne 1980, il s'est engagé en faveur de Solidarnosc avec la conviction que la révolution démocratique pouvait renverser la dictature stalinienne sans restaurer le capitalisme.

Il fut un militant de longue date de la lutte pour les droits du peuple palestinien et tous les ans il se rendait à Lannemezan pour demander la libération de Georges Ibrahim Abdallah.

En 2011, il milita activement en solidarité avec les Printemps arabes, en particulier au côté des ouvrières tunisiennes de Lalelec.

Il s'est rendu plusieurs fois au Kurdistan et à la noue des liens politiques et personnels avec la communauté kurde à Toulouse. Pour nos camarades kurdes, sa

disparition est une grande tristesse. Il n'est jamais arrivé à parler le kurde (au-delà de quelques mots), à son grand désespoir. Il a appris le catalan en 15 jours pour suivre les événements en Catalogne et y a deux ans afin de traduire en français les minutes du Parlement catalan. Il a milité en solidarité avec le peuple grec après la crise de 2008.

**De tous les combats**

Suite à son engagement de longue date à la LCR, il a consacré énormément d'énergie à construire le NPA. Nous nous rappellerons entre mille autres choses les campagnes de 2012 et 2017 où, par dizaines, il aura convaincu des maires de parrainer Philippe Poutou.

Dans la dernière période, il a été de toutes les manifestations des Gilets jaunes avec le cortège du NPA, sous la licorne. Il a été présent sur toutes les activités du NPA, notamment dans le cadre du mouvement sur les retraites et la dernière campagne électorale. Sous le confinement, il s'était même converti aux outils numériques pour continuer à participer aux comités et AG en ligne.

Il nous avait envoyé un dernier selfie en solidarité avec les jeunes réprimés pour une banderole « *Macronavirus : à quand la fin ?* », jeu de mots dont il a très certainement la paternité, avant même la « Une » de *Charlie hebdo*. Il aurait aimé que le NPA 31 appelle à une manifestation dans la rue ce 1<sup>er</sup> Mai, sentant les dangers du confinement pour nos libertés démocratiques.

Il est impossible de résumer dans un court texte l'intégralité du parcours militant de notre camarade.

**Mort de Ellis Marsalis et annulation du 43<sup>e</sup> festival**

**Coup de blues pour « Jazz in Marciac »**

Père emblématique de la famille Marsalis mais aussi formateur de toute une génération de musiciens<sup>1</sup> à La Nouvelle-Orléans, Ellis Marsalis est décédé du coronavirus le 1<sup>er</sup> avril. Il était âgé de 86 ans et était un habitué de Marciac, tandis que son fils, le trompettiste Wynton, en était le parrain et la figure emblématique.

Ellis, pianiste et enseignant, a figuré sur des dizaines d'albums tout au long d'une carrière de plusieurs décennies. Pianiste cultivé, discret et exigeant, il était doté de ce swing authentique et de ce sens du blues qui caractérisent les Louisianais « pur jus ».

Outre Wynton, il était également le père du saxophoniste Branford, du tromboniste Delfeayo et du batteur Jason Marsalis. Une très grande famille du jazz est donc en deuil avec tous les musiciens et amateurs de jazz de la planète.

Mourir un 1<sup>er</sup> avril n'était pas qu'une mauvaise plaisanterie mais un signal de mauvais augure pour les organisateurs du festival de

Marciac qui se préparaient déjà à contrecœur à l'annulation.

**Une annulation qui pointe bien les incohérences du gouvernement !**

La 43<sup>e</sup> édition du festival, qui devait se dérouler du 24 juillet au 15 août 2020, est donc annulée<sup>2</sup>. Avec un début de festival fin juillet, les organisateurs conservaient un mince espoir que le gouvernement a balayé en repoussant la borne à fin juillet.

« Une annulation dans la dernière ligne droite compromettrait bien plus qu'une édition du festival, elle mettrait en péril son existence même. Fermées, les frontières de l'espace Schengen empêchent tout à la fois d'accueillir de nombreux artistes et de recevoir du matériel indispensable pour l'organisation des concerts... Depuis le début de son histoire, le jazz rassemble toutes les différences sous sa bannière. Il offre à tous les publics de la joie et du réconfort. Nous ne voulons pas imaginer un festival interdit à telle ou telle catégorie de population »,

déclarent les organisateurs dans un communiqué. Pis, ils constatent aussi être « dans une situation de cas de force majeure que l'État se refuse à acter, pour des raisons qui nous échappent, mettant ainsi en difficulté nos structures qui encourent le risque de ne plus être en capacité d'exister dans l'avenir. »

**Sauver la culture !**

Le domaine de la culture, plus que nécessaire, vital, paie un lourd tribut à cette épidémie sans que le gouvernement ne s'en émeuve vraiment. Les intermittentsEs se sont déjà largement manifestés et continuent à le faire. Ils et elles sont aujourd'hui soutenus par les « grands » du spectacle (voir l'appel publié dans le Monde du 1<sup>er</sup> mai) mais aussi par les patrons du secteur.

Oui MM Macron et Philippe, vous arrosez de milliards d'euros, sans contrepartie, des firmes qui polluent et emploient moins de gens que le secteur culturel. Allo, y a-t-il un ministre de la Culture ? La mobilisation va s'amplifier dans les



prochains les jours et plus encore après le déconfinement Medef du 11 mai.

**Sylvain Chardon**

1 - Il aura formé à la musique (et non au seul jazz) plusieurs générations de musiciens, de Harry Connick, Jr. à Terence Blanchard sans oublier toute sa famille.

2 - Il serait trop long de citer tous les événements annulés. Citons, parmi d'autres, le « Blues Passion » de Cognac début juillet. Le festival BD de Martel est quant à lui reporté à l'automne.

**Musée virtuel****Le Muz, musée des œuvres des enfants**

En ligne sur <http://lemuz.org>.

Il fallait y penser : créé en 2009, Le Muz, premier musée dédié à l'art enfantin, reste unique en France. Quel est l'intérêt d'un tel projet ? La question est légitime car il serait bien démagogique, sous prétexte d'aimer les bambins, de prétendre que l'art saurait se dispenser d'apprentissage. Est-ce la raison pour laquelle les personnes à l'origine de cette structure n'ont trouvé personne pour investir dans la fabrication d'un bâtiment qui pourrait abriter ces œuvres, ou tout simplement le risque de passer pour des gens « pas très sérieux » ? Ce musée est donc virtuel, ce qui est tout à la fois un pis-aller – plus personne ne doute de sa lassitude après deux mois de loisirs sur canapé – et une aubaine en terme d'accessibilité. Pas besoin de se jeter dessus pendant le confinement, il restera disponible après.

**Plus de 4 000 œuvres**

Le Muz rassemble ainsi plus de 4 000 œuvres réalisées par des enfants, datées et classées par thèmes, toutes techniques confondues, qu'on aura intérêt à faire défiler dans un ordre aléatoire pour mieux se laisser surprendre et étonner. Quelquefois encouragés et repérés dans le cadre de l'école, beaucoup de ces artistes débutants (ou « de circonstance ») se montrent bien sûr quelquefois un peu sous influence, alors que d'autres – plus rares et pas forcément les moins jeunes – montrent une vraie maîtrise au service d'une esthétique singulière.

Sans confondre cette catégorie avec l'art brut, on peut néanmoins observer comme similitudes évidentes une spontanéité et une inventivité qui les distinguent de l'art marchand. Qui a pénétré dans une exposition d'art brut pour la première fois a probablement ressenti l'émotion intense née de la rencontre avec des individus fragiles, se dévoilant totalement, sincères et sans filtre. C'est cette même liberté que l'on retrouve ici, qui peut conduire aux accidents heureux voire à la franche admiration.

Il ne s'agit évidemment pas de dénigrer les artistes professionnels qui aspirent légitimement à se faire un nom et vivre de leur activité, mais le marché de l'art (défiscalisé) a ses nombreux travers et il est bien reposant, au cours de cette balade, de les voir totalement écartés. Qu'est-ce qui est digne d'être montré en art ? La technique, l'expérience... ou est-ce qu'il suffit d'un geste singulier ? Pour celles et ceux qui se poseraient encore la question, ce musée virtuel, à visiter avec ou sans enfants, apporte un début de réponse.

**Benjamin Croizy**

**COMMANDEZ TOUS VOS LIVRES À LA**

**librairie**  
★ **la-breche.com**

27 rue Taine 75012 Paris

Tél. : 01 49 28 52 44 – Fax : 01 49 28 52 43

[www.la-breche.com](http://www.la-breche.com) – [contact@la-breche.com](mailto:contact@la-breche.com)

Fermée, commandes et livraisons possibles



